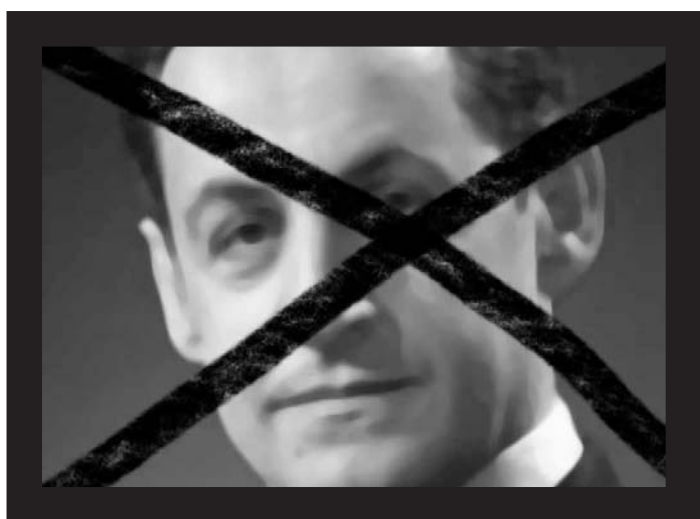


Ni Sarko Ni Sego



S'engager Prendre Parti

'ANTI-LIBERAUX' | PAGE 3

CAPITALISME | PAGES 6-7

PAGE 9

ET AUSSI...

**OÙ EST LEUR
ANTI-
CAPITALISME?**



**L'INSÉCURITÉ
PERMANENTE**



**POURQUOI
ÉMIGRER ?**



**CRÉATION
DES JCML
CONGRÈS
TUNISIEN
FEMMES DU
NEPAL**

Partisan sur le net

<http://vp-partisan.org>



NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Voilà ce à quoi travaille
Voie Prolétarienne.

Partisan est le journal de Voie Prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2007. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (t 01 48 70 42 22)

Voie Prolétarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 6 PARIS



Partisan

L'ÉDITO DU SECRÉTARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

La solidarité se construit contre l'impérialisme

En janvier, s'est tenue à Paris, sur l'initiative de Jacques Chirac, une conférence internationale sur le Liban, dite «Paris 5». Alors que le 25 janvier, l'opposition libanaise appelait à une grève générale, cette conférence organisait le soutien au gouvernement libanais. La conférence a eu lieu en présence de la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice, du chef de la diplomatie européenne, du président de la Banque mondiale Paul Wolfowitz. La partie américaine a déclaré qu'«il était très important que cette conférence se tienne à ce moment». Pourquoi les principaux pays impérialistes volent-ils ainsi au secours du gouvernement libanais ?

Les 7 milliards d'euros d'aide ne témoignent pas comme le dit Chirac «de l'amitié profonde, de la solidarité et de la confiance qui unissent la France au Liban et à tous les Libanais». Ils témoignent des intérêts qu'ont la France et les USA dans la région. La conférence n'a nullement exigé d'Israël la réparation des destructions commises lors de l'agression meurtrière et dévastatrice contre le peuple libanais de cet été. Non ! Les puissances impérialistes, soutenues par les régimes arabes les plus réactionnaires, entendent désarmer et isoler la résistance du peuple libanais. Elle a combattu efficacement Israël et s'oppose aujourd'hui au gouvernement libanais.

L'indépendance de la diplomatie française vis à vis des USA ne fait maintenant plus illusion, après l'opposition, molle, à l'agression contre l'Irak. Tant au Liban, que vis à vis d'Israël et de la lutte du peuple palestinien, la bourgeoisie française partage des objectifs convergents avec ceux des USA. Comme les USA, elle a pris le parti de l'Autorité palestinienne, et du Fatah contre le Hamas, en imposant le blocus économique des territoires occupés en 1967. Comme les USA, elle veut faire tomber le Hamas. Même si le gouvernement français n'arme pas directement le Fatah comme les USA. Les bourgeoisies françaises et américaines soutiennent inconditionnellement Israël. Les deux principaux candidats présidents de la bourgeoisie française, Sarkozy et Royal, ne se distinguent en rien sur ces questions. Ségolène Royal, de passage à Jérusalem, a justifié la construction du mur.

Les enjeux de cette conférence dépassent le seul Liban. Depuis 2001, toutes les initiatives prises par les impérialistes au Proche Orient se sont toutes soldées par des échecs et par l'enlèvement. Enlèvement des USA et des Européens en Afghanistan, dans le soutien à un gouvernement dont l'autorité ne dépasse pas Kaboul. Enlèvement en Irak des USA, où l'armée américaine est contrainte à une fuite en avant dans une politique vouée à l'échec. Politique de plus en plus impopulaire aux USA. Echec de l'intervention d'Israël contre la résistance libanaise, malgré le soutien des USA et de la France. Alors, les impérialistes ne veulent pas que leur allié libanais ne soit balayé par une opposition résolue et

opposée au compromis avec Israël. Il reste, avec Israël, leur dernier appui sûr dans la région.

Trois conclusions de la situation

La première est que l'usage de la force militaire la plus impressionnante, s'il fait dégâts et victimes, ne peut venir à bout de la résistance des peuples. Il ne peut obtenir qu'ils se plient à une volonté qui leur est imposée par l'étranger.

La deuxième est que l'impérialisme américain est aujourd'hui la principale menace pour la paix du monde et pour la sécurité des peuples. Il est impuissant à imposer un ordre conforme à ses intérêts et à ceux du capitalisme mondial. Conscient que tout recul peut décupler les résistances, il est porté à la fuite en avant, et à de nouvelles agressions. Il mobilise de plus en plus de soldats dans la région. Il menace les voisins de l'Irak, dont il a aggravé la crise intérieure en dressant les uns contre les autres les Irakiens. Le désordre mondial, qu'il dit vouloir combattre, n'en est que plus grand.

La troisième est que si les peuples résistent avec détermination, ils le font encore souvent sous les bannières de force rétrogrades, voire réactionnaires. Combien seraient plus forte leurs résistances et leurs capacités de mobiliser en soutien à leurs combats tous les autres exploités, s'ils étaient dirigés par des forces progressistes. Par des forces porteuses, dans la lutte nationale, de la défense de tous les exploités. Leurs luttes trouveraient une sympathie encore plus large de par le Monde.

Le droit des peuples

Mais, nous n'attendons pas cela pour nous opposer à ces agressions et à la politique de notre impérialisme, pour exiger le retrait des troupes de la FINUL du Liban. Nous n'attendons pas cela pour dénoncer, les conférences faites au nom de l'amitié des peuples, mais qui ne sont que des entreprises d'avilissement et d'oppression des peuples. Nous soutenons le droit des peuples à recourir à la lutte armée contre leurs oppresseurs quels qu'ils soient. Et nous apportons un soutien concret et politique, aux forces progressistes et marxistes. Car ce sont elles, et elles seules, qui iront jusqu'au bout de la lutte anti-impérialiste, en la menant au nom de la lutte contre le capitalisme et pour le socialisme.

Autant dans les pays impérialistes que dans les pays dominés, ce ne sont pas les résistances qui manquent. Mais la capacité de les faire progresser en conscience et en organisation, en vue d'abattre l'exploitation et l'impérialisme. Ce qui manque, ce sont des organisations fortes de communistes, des partis, capables de mener ces luttes à leur terme. Nous ne les construirons pas chacun chez nous, dans l'isolement. Nous ne les construirons que mieux dans la solidarité internationaliste, dans nos luttes communes, contre l'impérialisme et pour le socialisme. Ainsi nous faisons vivre l'amitié et la confiance entre les peuples.

LES AUTOCOLLANTS Partisan

Partis de droite et de "gauche plurielle" gèrent le capitalisme

Construisons un parti politique qui défende les travailleurs !

Journal Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

1,50 €

REPRODUCTION, VENTE EN ABONNEMENT OU EN DÉTAIL :
PARTISAN, BP 48, 93802 EPINAY SUR SEINE CEDEX
E-MAIL : COMMUNISTES@PARTISAN.COM

La droite et la gauche au service du capitalisme nous offrent chômage, précarité et misère

Que se vayan todos !

Qu'ils s'en aillent tous !

Journal Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

1,50 €

REPRODUCTION, VENTE EN ABONNEMENT OU EN DÉTAIL :
PARTISAN, BP 48, 93802 EPINAY SUR SEINE CEDEX
E-MAIL : COMMUNISTES@PARTISAN.COM

Course s'envole... La précarité décolle !

Quelle société voulons-nous ?

Journal Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

1,50 €

REPRODUCTION, VENTE EN ABONNEMENT OU EN DÉTAIL :
PARTISAN, BP 48, 93802 EPINAY SUR SEINE CEDEX
E-MAIL : COMMUNISTES@PARTISAN.COM

Avec ou sans travail Avec ou sans papiers Exploités de tous les pays

Nous menons le même combat

Journal Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

1,50 €

REPRODUCTION, VENTE EN ABONNEMENT OU EN DÉTAIL :
PARTISAN, BP 48, 93802 EPINAY SUR SEINE CEDEX
E-MAIL : COMMUNISTES@PARTISAN.COM

C'est anticapitaliste C'est communiste et révolutionnaire C'est pour une autre société C'est mensuel C'est

Journal Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

1,50 €

REPRODUCTION, VENTE EN ABONNEMENT OU EN DÉTAIL :
PARTISAN, BP 48, 93802 EPINAY SUR SEINE CEDEX
E-MAIL : COMMUNISTES@PARTISAN.COM

Contre la droite et la gauche au service du capitalisme qui nous offrent chômage, précarité et misère

Résistons et organisons-nous !

Journal Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

1,50 €

REPRODUCTION, VENTE EN ABONNEMENT OU EN DÉTAIL :
PARTISAN, BP 48, 93802 EPINAY SUR SEINE CEDEX
E-MAIL : COMMUNISTES@PARTISAN.COM

Salaires raccourcis Cadences folles Horaires flexibles Petits boulots sous-payés

Yen a marre ! Résistons et organisons-nous !

Journal Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

1,50 €

REPRODUCTION, VENTE EN ABONNEMENT OU EN DÉTAIL :
PARTISAN, BP 48, 93802 EPINAY SUR SEINE CEDEX
E-MAIL : COMMUNISTES@PARTISAN.COM

Travailleurs ou chômeurs, immigrés, sans-papiers, exploités de tous les pays :

Nous menons le même combat

Journal Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

1,50 €

REPRODUCTION, VENTE EN ABONNEMENT OU EN DÉTAIL :
PARTISAN, BP 48, 93802 EPINAY SUR SEINE CEDEX
E-MAIL : COMMUNISTES@PARTISAN.COM

COMMANDEZ-LES À NOTRE BOITE POSTALE !

Les articles signés, les correspondances, les brèves ne sont pas nécessairement l'expression de l'orientation de notre organisation. Sur certaines questions, notamment d'actualité, il peut même y avoir des points de vue divergents, mais le débat reste ouvert.

Charte anti-libérale ou alternative anti-capitaliste ?

Un premier article, dans Partisan n°209, traitait des propositions des anti-libéraux contenues dans leur charte à propos de l'emploi, du logement, de la santé. Aujourd'hui, nous allons aborder deux questions : leur vision de la société et des classes qui la composent, et leur vision de l'État : pourrait-il être au service de tous ?

Quel changement ? Avec ou contre le PS ? La charte veut «changer la donne», mais quelles forces sociales peuvent réellement «changer la donne» et avec quel objectif ? Pour nous, c'est la classe ouvrière, le prolétariat en général dont les intérêts de classe sont absolument inconciliables avec ceux de la bourgeoisie ; et c'est cette incompatibilité absolue qui exige une lutte pour la révolution sociale, pour la prise du pouvoir par le prolétariat et non un esprit de conciliation entre les classes qui mène au maintien de l'exploitation. Or la charte exprime, à travers un tas de formules ambiguës, cet esprit de conciliation qui se traduit entre les différents courants par beaucoup de diplomatie entre organisations rivales, mais peu de positions claires.

Ainsi la Charte condamne la «gauche social-libérale», c'est à dire le PS pour son «libéralisme», donc au même titre que les partis «officiels»... Malgré l'ambiguïté de beaucoup de formules, on ne peut être que d'accord. Mais sur l'attitude par rapport au PS, les différentes composantes «anti-libérales» n'ont pas cherché à définir une position commune. Tous ceux qui suivent et analysent la vie politique en France savent depuis longtemps que le PCF n'a pas abandonné sa politique d'alliance avec le PS.

En mars 2006, Marie-Georges Buffet l'avait réaffirmé : «Faut-il en conclure que la référence à la gauche ne sert plus à rien ; que l'on ne peut plus rien faire avec la 'mauvaise gauche' et que l'on ne veut plus avoir à faire qu'avec la 'bonne' ou la 'vraie' gauche. Ce raisonnement n'est pas le mien».



Rappelons que peu de temps avant, en février 2006, Madame Royal avait dit : «Je ne déferai pas pour le plaisir ce qu'a fait la droite», montrant ainsi, la continuité de la politique dans l'alternance droite-gauche.

L'opportunisme sanctionné. Faisant semblant de ne pas entendre, les autres courants dits anti-libéraux, en particulier les trotskistes, ont voulu une unité de façade à tout prix incluant le PCF. Ils ont fait croire que la rupture avec le PS était sans retour et ont redonné du crédit au PCF ; ils reçoivent le châtiment de leur opportunisme. Cette absence de cohérence politique a son origine dans une compréhension très floue des rapports de classes. Citons la Charte :

«Il y a de la cohérence -dangereuse- dans les choix qui sont au cœur du capitalisme contemporain. Le néo-libéralisme a des objectifs (la conversion de toute chose en marchandise et l'accumulation des profits financiers) et des méthodes (le recul des pratiques démocratiques, le démantèlement des politiques publiques, la mise en concurrence des peuples et des individus, la casse des droits du travail, le pillage de la planète). Objectifs et méthodes forment chez lui un tout... Nous leur opposons une autre cohérence plus juste et plus efficace. Nos objectifs sont le pouvoir des peuples à décider de leur destin et la possibilité pour chacun-e de vivre dignement et décemment grâce à un développement des activités humaines n'opposant plus les réalités sociales, économiques et écologiques...En bref, notre objectif, notre principe et notre méthode, c'est une démocratie sociale et participative où chacun-e participe à part égale au pouvoir, quelque soit son origine ou son statut. Une démocratie qui s'appuiera sur la mobilisation et la lutte, car nous savons que les privilégiés du système actuel ne voudront pas perdre leurs privilèges actuels.»

L'Etat pour tous ? Quel pouvoir aura l'ouvrier, l'employé à titre individuel face à celui qui possède les moyens de production et a le soutien de l'État ? La charte

parle du «pouvoir des peuples à décider de leur destin» et de «chacun-chacune». Elle ne parle jamais du niveau de conscience et d'organisation des exploités nécessaire pour contrecarrer le pouvoir capitaliste dans l'entreprise et dans l'État. Les mots «lutte» et «mobilisation» sont employés, mais sans qu'on connaisse l'objectif de ces «lutte et mobilisation». Simple redistribution de la production des richesses ou bien socialisme ?

La charte choisit la simple redistribution : «... en affirmant la primauté, des droits, du bien commun et de l'intérêt général». Sans révolution et «(d'abord, redonner au travail la part que le capital lui a ravi depuis vingt ans), en orientant les ressources autrement, vers les dépenses utiles et non vers les marchés financiers.» Vingt ans ? 1987 : la gauche, les TUC, le chômage de masse ?

Suffit-il qu'un grand nombre de travailleurs participent «à part égale au pouvoir» (au moment des élections...) pour transformer la nature de ce pouvoir et lutter contre «cette cohérence dangereuse» ?

Face à cette «cohérence», nous devons en opposer une autre, si possible «plus juste et plus efficace». Mais comment faire pour que «les réalités sociales, économiques et écologiques» ne s'opposent plus ? Dans le système actuel, le profit sera toujours synonyme d'exploitation, de destruction de l'environnement etc...

Si on peut être d'accord, en gros, sur la dénonciation de certains aspects du capitalisme, pour nous, cette cohérence dans les objectifs et les méthodes est celle d'une classe qui ne «veut pas perdre ses privilèges» en termes de pouvoir et de revenus, c'est à dire la grande bourgeoisie de l'industrie et de la finance.

L'affrontement est inévitable et, déjà aujourd'hui, ce qui fait avancer, c'est se mettre d'accord sur l'analyse de la situation et sur les objectifs.

Aujourd'hui les collectifs éclatent. Les candidatures se multiplient : Besancenot, Buffet, Bové. Les uns et les autres ont accepté une alliance sans principe pour ne pas se

retrouver seuls, pensant créer une dynamique «jouable» qui serait capable de résoudre les problèmes. Ils ont privilégié une unité mal définie à une unité sur un programme. De nombreuses tentatives de renouvellement de la gauche par ces moyens-là ont échoués (Comités Juquin...). Confirmant dans les rangs des travailleurs que «ce n'est pas comme ça qu'on y arrivera». D'où l'abstention.

Nous ne remettons pas en cause la sincérité politique des participants à ce mouvement et leur volonté de trouver des remèdes au capitalisme. Mais nous constatons, une nouvelle fois, leur incapacité ne serait-ce qu'à envisager de commencer à construire l'alternative au capitalisme, en écartant les illusions les plus ringardes et les plus éculées.

Face à cette recherche utopique d'une troisième voie entre capitalisme et socialisme, d'un «capitalisme à visage humain», nous disons :

**Lutte classe contre classe !
Pouvoir des travailleurs !
Socialisme véritable !
Travaillons à ce programme !**

Militants VP



L'ABBÉ PIERRE DÉCÉDÉ, LA MISÈRE COURT TOUJOURS.

Quelques soient les mérites et le courage politique de l'abbé Pierre, on ne serait pas oublier que la charité est bien souvent un cache-misère et un entretien de celle-ci. Les riches, en redonnant aux pauvres une infime partie de ce qu'ils leur ont pris (par l'exploitation de leur travail), non seulement se donnent bonne conscience, mais exigent de la reconnaissance.

Aussi, après ça, comment les pauvres feraient-ils la révolution contre des riches aussi gentils ? On comprend mieux alors l'engouement, l'éloge de l'abbé qui s'emparaient de la bourgeoisie, qu'elles soient de droite ou de gauche, du show-biz ou des médias, suite à son décès... Au moment où les SDF deviennent beaucoup plus visibles dans nos villes appauvries.

8,5 MILLIONS DE PERSONNES ONT DES DIFFICULTÉS POUR SE LOGER

3,2 millions de «mal-logés» (SDF, occupants d'habitations de fortune ou de centres d'insertion sociale), dont : sans-abri : 100.000. En habitat de fortune, sous-location, camping, hôtel : 974.600.

5,2 millions de personnes hébergées par des tiers, en situation de surpopulation ou encore en instance d'expulsion. Dont 160.645 personnes qui occupent un logement sans droit ni titre suite à une décision de justice prononçant leur expulsion.

Selon le 12e rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre.

63% : NI SARKO NI SEGO

Selon une imposante étude sur les attentes autour de l'élection présidentielle, 46% (+6, par rapport à la précédente enquête) des personnes pensent que son résultat va permettre d'améliorer les choses, contre 35% (-6) d'un avis inverse. Le niveau d'intérêt pour la politique augmente, passant de 45% à 48%.

19% font confiance à la gauche pour gouverner le pays (+2) et 17% à la droite (-1), 63% (-2) n'ayant confiance ni dans l'une ni dans l'autre.

Interrogés sur les problèmes qu'ils jugent les plus importants, les sondés (plus de 18 ans et ayant une carte électorale) placent toujours l'emploi en tête (31%). Viennent ensuite les inégalités (12%), la hausse des prix (11%). «Délinquance» et immigration viennent loin derrière.

(Enquête du Baromètre politique français (2006-2007) réalisée du 4 au 14 décembre 2006, à partir de sept échantillons régionaux regroupant au total 5.240 personnes).

À COMMANDER A NOTRE BP

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE
Manifeste

DE LA
**RÉSISTANCE
A LA CONTRE-
OFFENSIVE**

2 euros

Une brochure
Partisan
2 euros

2007 sans Gérard

Chiennes, et vraiment cruelles, sont la maladie et la mort qui viennent de nous enlever Gérard, à un moment de sa vie où il avait encore tant de choses à vivre et à partager avec nous !

Gérard Ganozzi était notre camarade et notre ami.

Il est devenu notre camarade parce qu'au lendemain de mai 68, il a choisi de consacrer l'essentiel de sa vie à la réalisation d'un idéal qui nous était commun, un idéal ambitieux : en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme. L'idéal de Gérard, c'était la révolution socialiste pour construire une nouvelle société sans exploitation, où les travailleurs et tous les opprimés seraient libérés et auraient le pouvoir. Son horizon politique, c'était le marxisme-léninisme. Comme nous, il a puisé courage et espoir dans les expériences de la révolution chinoise, et en particulier dans la révolution culturelle.

Le parcours politique de Gérard illustre bien la façon dont un certain nombre de marxistes-léninistes sincères ont traversé l'époque de l'après mai 68 jusqu'à nos jours.

UN ENGAGEMENT ET UN DÉVOUEMENT TOTAL À LA CAUSE.

Gérard a commencé par abandonner les études qu'il faisait aux Beaux-Arts de Montpellier, pour s'embaucher sur les chantiers du bâtiment de Marseille parce qu'il pensait, comme tous les maosistes de l'époque, qu'il faut être au sein du peuple pour mieux le connaître et servir sa cause. Puis, il a abandonné son Midi natal, qu'il aimait pourtant beaucoup, pour venir s'installer et « s'établir » dans les usines de Lyon. Comme un certain nombre d'entre nous, il rejoignait, dans la région lyonnaise, un des rares groupes se réclamant du marxisme-léninisme et travaillant déjà dans les usines. Comme ça, et après s'être fait jeter de plusieurs boîtes, Gérard est devenu ouvrier à la Ciapem-Brandt, une usine à l'époque réputée pour la dureté de ses conditions de travail et pour le climat répressif qui y régnait. Là, le syndicalisme a happé notre camarade et ne l'a plus lâché... Jusqu'à sa retraite, Gérard est resté fidèle à ses premiers engagements et, pour les ouvriers de son usine, comme pour les syndicalistes de sa section CFDT,



il était celui qui « ne lâchait pas l'affaire » quand il avait quelque chose à cœur. Il était aussi celui qui ne laissait personne indifférent tant son charisme était rare et grand. Grèves, occupations, manifestations, réunions plus ou moins houleuses avec la direction et, avec les structures syndicales réformistes, Gérard avait appris à connaître toutes les ficelles du combat syndical. Ses coups de gueule ont emmerdé plus d'un réformiste et les syndicalistes « plan-plan » avaient tout à craindre des interventions de Gérard qui, au contraire, encourageaient toujours l'aile la plus à gauche... Mais, il faut bien le dire, même si le combat syndical est sans doute celui qui a pris le plus de temps et d'énergie à Gérard, il était loin de combler son désir de changement.

LA POLITIQUE EST TOUJOURS RESTÉE LA PRINCIPALE PRÉOCCUPATION DE GÉRARD. Il y a eu la grande époque où Gérard a largement contribué à la constitution de la partie lyonnaise de Voie-Proletarienne, puis à sa fusion avec la partie parisienne.

Puis, après s'être beaucoup interrogé sur les expériences italienne et belge, et sur les questions stratégiques de la révolution, Gérard préféra les engagements politiques plus ponctuels, sans jamais renier ses convictions marxistes-léninistes du départ.

La politique qui intéressait Gérard, ce n'était pas celle des salons ou des élections. C'était celle qu'il faisait sur le terrain, dans son combat de tous les jours contre les patrons, contre l'Etat, contre tous ceux, de droite ou de gauche, qui marchent sur la tête des exploités... C'était celle qu'il faisait en s'engageant jusqu'au bout aux côtés des peuples opprimés du monde, comme le peuple Palestinien.

On se souviendra des combats syndicaux de Gérard, mais on se souviendra aussi d'autres grands moments :

En 85-86, les occupations de logements vides aux côtés des familles immigrées entassées dans des taudis, familles étrangères refusées par les HLM sous prétexte de quotas... A Gerland, c'est Gérard qui organisait ce combat pour l'égalité des droits, contre l'exclusion et la division ! C'est lui qui connaissait les familles mal logées, les appartements vides, et qui ouvraient les portes en toute illégalité, car l'illégalité ne faisait pas peur à Gérard quand il s'agissait de défendre la cause.

On se souviendra de la passion avec laquelle Gérard nous faisait partager l'expérience de son voyage en Palestine occupée, juste avant sa maladie. Sur ce terrain aussi, il trouvait que la lutte contre le sionisme était, en France, bien trop timidement menée, et il aurait eu envie de mener des combats plus radicaux...

Jusqu'à ses derniers moments de conscience, Gérard s'est inquiété de ce qui se passait dans le monde. Il s'insurgeait encore contre le sionisme et tous les fauteurs de guerre en Palestine, et dans tout le Moyen Orient, contre les ambitions et la démagogie de Sarkozy aussi. Et il regretta de laisser un monde encore plein de beaucoup trop d'exploiteurs...

Comme tous les ouvriers dont il a partagé le sort, Gérard aspirait à la retraite comme à un havre de paix. Mais, comme pour beaucoup trop d'ouvriers, c'est ce moment là, à peine sa retraite commencée, que la maladie a choisi pour le faucher. Dès le début, il nous a dit vouloir regarder son cancer en face, comme un dernier ennemi à défier en gardant la tête haute.

La tête haute et la dignité, il les a gardés jusqu'au bout, nous donnant comme ça une belle leçon de courage. Debout le plus longtemps possible, il est resté, et dans nos cœurs et notre souvenir, c'est cette image d'un homme debout et combattant que nous conserverons, une image qui doit nous donner le courage de continuer notre route en apportant chacun et tous ensemble notre pierre à la lutte contre l'injustice et l'exploitation qui tenait tant à cœur à notre camarade et ami...

SOLIDARITÉ AVEC KADIDJA

Kadidja, habitante de Saint Denis et militante de l'association de chômeurs et précaires Apeis, risque jusqu'à 5 ans de prison et 18 000 euros d'amende ! Son crime ? Le délit de solidarité ! Elle est accusée « d'en-trave à la circulation d'un aéronef », pour s'être opposée à une expulsion.

Le 29 novembre, à l'aéroport de Roissy, Kadidja prend un avion pour Bamako au Mali pour retrouver sa famille paternelle. Alertée par des jeunes du syndicat Sud-Etudiant à l'enregistrement de l'expulsion imminente d'un jeune sans papiers, elle prend l'initiative de s'interposer à cette expulsion : récupérer un paquet de tracts, et part discuter lors de l'enregistrement avec les autres passagers pour demander à parler avec le commandant de bord et lui signifier le refus de voyager avec un expulsé. Une fois dans l'avion, les choses se précisent : un sans papiers est présent entouré par des policiers.

Le commandant ne se manifestant pas, Kadidja appelle les autres passagers à ne pas attacher les ceintures, un nombre important de passagers soutient cette action de solidarité. La police intervient et menace de trois mois de prison l'homme,

qui finalement accepte sous cette pression de partir. La police relève l'identité de la militante.

A son retour du Mali, le 24 décembre, la police des frontières interpelle Kadidja et se voit accusée d'avoir « entravé volontairement la circulation d'un aéronef ». Son jugement devrait avoir lieu en avril.

NE PAS ACCEPTER L'INACCEPTABLE !

L'action de Kadidja est un acte juste, comme la défense du droit universel de libre circulation et du droit de liberté d'opinion et d'expression. Nous ne laisserons pas un acte de solidarité être puni ! Nous exigeons la relaxe de Kadidja et l'abrogation des dispositions répressives à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme considérés comme des délinquants par une frange politique et une certaine justice.

Signons la pétition de soutien : www.apeis.org/article.php5?id_article=370

COURRIER D'UN POSTIER

Le 10 octobre dernier, un appel à la grève 24 heures était déposé au niveau national. Une journée « temps fort » suivie massivement... Dépassant nos estimations au niveau de Martignes...

Le personnel de distribution du bureau de Martignes (qui n'est pourtant pas un bureau « révolutionnaire ») est déterminé à partir en grève illimitée. Et certains collègues m'ont signalé qu'un peu partout en France le personnel attend que l'appel à la grève générale pour entrer en grève. De plus en plus de postiers comprennent que nous sommes à la fin et que nous n'avons plus rien à perdre. Ils ont une Poste à gagner !...

Le seul risque qui nous attend, est le risque financier : nous n'irons pas en prison et on ne sera pas tué pour fait de grève (du moins pour l'instant, car vu l'évolution...) Comme en 56, en 68 ou en 74, il faut appeler à la grève générale illimitée au niveau national. La grève générale illimitée est un pas qualitatif que nous devons franchir.

Nous devons faire plier ce gouvernement antidémocratique de Chirac, Sarkozy et De Villepin sans toutefois faire le jeu du parti « socialiste » qui est à l'origine de la mort du service public de la Poste.

En 1989, Paul Quilès était ministre « socialiste » des PTT, le premier ministre Rocard était également « socialiste ». Le ministre des PTT, sur la base d'un rapport de Hubert Prévot dirigeant syndical, a organisé la séparation entre la Poste et France-Télécom. Autrement dit un pas avait été fait vers la privatisation.

La droite officielle peut remercier le parti « socialiste » pour le cadeau qu'ils lui ont fait. Quand le PS nous dit que s'ils reviennent, ils arrêteront le processus de privatisation de la Poste, ce n'est que pur mensonge, pure démagogie électorale...

Et pourquoi pas une grève inter-pro avec EDF, SNCF, AIR France, SNCM... et même au privé ? Si certaines centrales syndicales refusaient d'ap-

peler à la grève générale, nous sommes prêts à nous mettre en absence irrégulière...

L'émancipation des postiers sera l'œuvre des postiers eux-mêmes et si les centrales syndicales ne suivent pas, on agira seul !

DÉBRAYAGES À SANOFI-AVENTIS

Plus de 200 travailleurs de l'usine de Sanofi-Aventis de Vitry-sur-Seine (94) débrayent 4 heures par jour depuis le jeudi 18 janvier. Comme revendications : salaires (300 euros d'augmentation mensuelle), emplois (embauche des précaires, remplacement des départs) et statuts (pas de recul par rapport aux acquis). La grève est très bien suivie dans les ateliers de fabrication. Le mouvement est dirigé par une intersyndicale CGT-SUD-Syndicat Démocratique. L'ambiance est à la lutte. Le jeudi 25 janvier, une centaine de grévistes sont allés envahir le siège social à Paris 15e.

Le site n'avait pas connu un tel mouvement depuis 1998. Les AG ont lieu deux fois par semaine et les débrayages quotidiens sont reconduits à chaque AG. Pour le moment, la direction refuse de céder et réquisitionne des grévistes sous prétexte d'assurer la sécurité des équipements : un exemple parmi d'autres des attaques visant à remettre en cause le droit de grève des travailleurs. Nous y reviendrons dans le prochain numéro.

Corresp. VP, le 29 janvier 2007

UN POÈME DE GÉRARD

Faim
Ils ont faim de justice
Les grévistes de la faim
Ils ont soif d'égalité
Dans cette orgie raciste

Sur la table on nous avait servi
En entrée un boulot au noir
Avait suivi la peur de sortir la nuit
La solitude oubliée entre amis
Le dessert travaille et tais toi
Le tout arrose d'un bon flic
Vous quadrillant la langue et le gosier
A ne plus pouvoir parler
Pour dormir ou pour rêver

Pour pleurer ou pour chanter
Aux marchands de sommeil
Nous étions livrés

La coupe était pleine et la goutte est tombée
Devant le siège du travail et du loisir
Le siège du logement
Le siège du juge
A la table de l'espoir on lisait
« réservé à ceux d'ici »

Nous voudrions tant nous gaver
De joie de justice et d'amitié
Que nous avons cessé de manger !



POUR L'UNITÉ DES MARXISTES-LÉNINISTES POUR L'UNITÉ DES MARXISTES-LÉNINISTES POUR L'UNITÉ DES MARXISTES-LÉNINISTES

COMMUNIQUÉ DES JCML

Aujourd'hui une grande partie de la jeunesse est exploitée, méprisée, soumise aux politiques réactionnaires des gouvernements de droite comme de gauche. Les jeunes issu-e-s de l'immigration sont victimes d'un racisme latent et le soupçon pèse continuellement sur elles et sur eux.

Dans les quartiers, l'Etat fait régner la paix sociale par ses flics au-dessus de tout. Leur message c'est «vous êtes dans la merde, restez-y et écrasez-vous!».

Devant cette réalité de jeunes militantes et militants communistes ont décidé très récemment de fonder un nouvelle organisation politique de jeunesse : les Jeunesses Communistes Marxistes-Léninistes (JCML.)

Les JCML ont l'ambition de contribuer à créer une réelle force, à l'échelle nationale, pour les luttes de la jeunesse contre le capitalisme et pour une autre société : le communisme. C'est dans cette perspective que nous luttons constamment, participons aux luttes ou contribuons à les impulser. Voici notre communiqué :

Réunis en Congrès autour des constats suivants :

- que les attaques du gouvernement et du patronat contre les masses populaires se développent actuellement dans tous les domaines de la vie avec une violence jamais vue depuis l'après-guerre ;

- que le potentiel de révolte et de soulèvement populaires est aujourd'hui très fort (comme en témoignent les mouvements de grève de 2005 sur les retraites et l'éducation, le référendum sur la constitution européenne, les émeutes de novembre 2005, le mouvement contre la « Loi sur l'Égalité des Chances », etc.), mais que le principal danger provient de l'incapacité, et parfois même de l'absence du mouvement ouvrier organisé pour prendre en main ces mouvements ;

- que les fausses solutions réformistes aujourd'hui reprises par celles et ceux qui préparent « le changement » aux élections de 2007, qui avaient pourtant montré depuis longtemps leur inefficacité, ont abouti à une basse besogne de verrouillage et de destruction du tissu organisé de ce même mouvement ouvrier, sacrifié sur l'autel de la gestion et de la négociation au sommet, si bien qu'aujourd'hui l'horizon politique est globalement bouché ;

- que, face à cela, l'expérience montre que le fractionnisme, ou pire, l'entrisme visant à « changer de l'intérieur » une organisation social-démocratisée, comme par exemple le PCF, constituent des méthodes inefficaces et bureaucratiques, qui conduisent soit à servir de caution à la direction opportuniste, soit à paralyser de facto tout militantisme ;

- que, pour remédier à cette situation, de nouvelles structures et de nouvelles perspectives doivent être apportées au plus vite ;

... Nous, jeunes militant(e)s communistes de l'agglomération lyonnaise, considérons comme urgent d'œuvrer le plus largement possible à la reconstruction indépendante d'une véritable expression des idées et des pratiques révolutionnaires marxistes-léninistes, dans le but de construire un véritable Parti révolutionnaire marxiste-léniniste, seul à même de prendre à bras le corps les tâches d'organisation des masses, dans un but révolutionnaire.

Dans ce cadre, nous faisons le choix, de notre côté, de constituer localement une organisation de jeunesse, marxiste-léniniste, et sur des bases nouvelles, pour participer de plein pied à ce processus : les Jeunesses Communistes Marxistes-Léninistes (JCML).

Nous en appelons à toutes les bonnes volontés pour nous rejoindre ou pour nous épauler dans notre travail, dans le but d'avancer, tout spécialement, autour des objectifs suivants :

- travailler à l'unité des forces marxistes-léninistes tout en combattant le chauvinisme de groupuscule,
- développer une théorie et une pratique suffisamment claire et cohérente pour nous permettre d'avancer sur des bases solides,
- engager un travail de discussion approfondie avec tous ceux et celles qui le souhaitent, de manière constructive, de tous les points qui doivent l'être pour avancer réellement,
- développer nos campagnes dans un esprit unitaire prompt à regrouper largement sur des objectifs tactiques, tout en combattant l'opportunisme, le bureaucratisme et le révisionnisme,
- tout faire pour faire grandir et s'approfondir le mouvement de masse contre le régime capitaliste, ainsi que son tissu organisé, dans une perspective radicale.

A PROPOS DU COMITÉ NATIONAL POUR L'UNIFICATION (CNU)

COURRIER D'UN CHEMINOT

Ce courrier nous est parvenu avant la publication dans le n°109 de Partisan et sur internet de la lettre de l'OCML-VP au CNU»

tionnel, puisqu'il se coupe volontairement d'une grande partie du mouvement communiste, et plus grave, sur le plan théorique, puisqu'il se condamne à répéter certaines erreurs historiques sur la lutte des classes au sein du parti, sous le socialisme, sur les luttes de lignes...

(...) On remarque immédiatement l'absence d'organisations maoïstes et la prédominance des pro-albanais donc anti-maoïstes. La base théorique de ce comité est constitué par la théorie (et la pratique de Marx, Engels, Lénine et Staline.

Si cette base n'est pas un problème en soi, puisque beaucoup de questions peuvent être résolues par le débat entre camarades, l'est beaucoup plus le refus de ce comité de considérer Mao ne serait-ce que comme un grand dirigeant marxiste-léniniste. Ce refus a pour conséquence une unification tronquée sur le plan organi-

Si cette initiative n'est pas inintéressante (la question de l'unité doit être posée sans craindre les désaccords), elle est trop limitative et relance la polémique sino-albanaise en oubliant près de 30 ans de débats sur ce sujet et en en tirent aucune leçon de la période historique qui vient de s'écouler. Il convient donc de savoir comment se comporter vis-à-vis de ce comité, et donc j'aimerais savoir ce que VP envisage de faire sur ce sujet : ignorer ce comité ? Y adhérer pour y développer un dialogue et une unité d'action avec eux ?

RÉPONSE À CE COURRIER

Tu auras pu lire, dans le numéro précédent, la lettre adressée par VP au CNU. Nous pensons, comme toi, que la question de l'unité doit être posée sans crainte de désaccords, c'est à dire sans excludre du débat

aucune des questions difficiles que l'expérience du mouvement communiste pose. Autant l'orientation de la IIIe Internationale communiste, que les conceptions et les pratiques développées dans les années 30 en URSS, et que l'évaluation de la Révolution culturelle chinoise doivent pouvoir être débattues.

Cela ne préjuge pas de la possibilité d'une unité au terme du processus. Il ne peut y avoir d'unité sans lutte. Nous ne mettons pas d'autre préalable à un échange politique qu'un accord sur la possibilité d'aborder ces questions dans un esprit de conformation fraternelle, sans mettre pour autant nos positions respectives sous le boisseau, à partir de notre commune aspiration à reconstruire un parti communiste. Les points qui sont actuellement des points de divergence doivent être surmontés, pour fonder ce parti sur des socles politiques et théoriques solides.

Sans attendre cette convergence d'orientation stratégique, l'unité d'action doit être encouragée sur des objectifs tactiques sur les quels nous sommes unifiés (contre la guerre, dans la lutte politique au sein des syndicats,...). Cette unité nous permettra de lier le débat d'orientation à la confrontation dans la pratique. Elle permettra à ces courants de mieux se connaître.

Mais si ces pratiques et ces convergences tactiques favorisent le débat sur l'orientation fondamentale, l'unité pour le Parti ne saurait se réduire à une somme de convergences politiques tactiques.

LE PROCÈS DU NPCI, RENVOYÉ

Le tribunal de Paris a renvoyé au 4, 5 et 6 avril le procès des 3 militants italiens. Les avocats absent avaient déjà demandé le renvoi, n'étant pas disponibles à cette date. Toutefois la présidente avait tout de même fait mine de procéder en égrenant la liste des méfaits commis...

Angelo d'Arcangeli seul présent ne l'entendant pas de cette oreille, et insistant pour le renvoi ou sur la présence des avocats, s'est fait expulser rapidement de la séance par une nuée de gendarmes. Maltraité ensuite dans un couloir latéral, sous les yeux de la partie du public qui n'avait pu rentrer dans la salle, Angelo, contusionné puis menotté et maintenu dans un cagibi, a reparu quand le tribunal s'acheminait vers le renvoi.

**PLUS QUE JAMAIS :
NON À L'EXTRADITION !
RESTONS VIGILANT !**

POUR CONSTRUIRE UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE



LISEZ Partisan

Partisan sur le net

<http://vp-partisan.org>

Le CD de OCML-VP

Accident ferroviaire

Le 11 octobre 2006, vers midi, dans le village de Zoufftgen en Moselle, à vingt mètres de la frontière entre le Luxembourg et la France, a eu lieu un accident entre un train de voyageurs et un train de marchandises. Le bilan de 3 morts aurait été plus lourd si l'accident était survenu à une heure de pointe. Aussitôt, comme souvent dans ce genre de situation, la ritournelle classique de l'erreur humaine a été servie par les autorités en guise d'explication. Qu'en est-il réellement ? Quel rapport a cet accident avec la construction européenne ?

Erreur humaine ?

Le type d'accident est qualifié de nez-à-nez par les cheminots car les deux trains circulaient sur la seule voie libre à la suite de travaux sur la seconde voie. C'est dans ces circonstances qu'à la dernière gare luxembourgeoise de Bettenbourg, avant la frontière française, le conducteur du train de voyageurs Luxembourg-Nancy a reçu, **d'une seule personne** habilitée, un ordre écrit pour emprunter la voie sensée être disponible vers la France. Cet ordre a été une erreur. Quand les chemins de fer luxembourgeois s'en étaient aperçus, il y avait eu deux moyens d'éviter la catastrophe :

- soit par un signal Radio-Sol-Train (RST) entraînant l'immobilisation immédiate des deux trains dès sa réception,
- soit par la coupure de l'alimentation électrique dans la zone de circulation des deux trains

A l'évidence, si l'accident s'est produit, c'est que ces moyens n'ont pas correctement fonctionné. D'abord, le signal RST ne pouvait être reçu par le conducteur du train français à cause de la différence de fréquence d'alarme entre les réseaux des deux pays. Un comble pour un réseau transfrontalier si sollicité !

Ensuite, le train luxembourgeois n'a pas aussi reçu le signal RST à cause des problèmes techniques de transmission connus depuis longtemps dans cette «partie grise» de la frontière. C'est déjà un véritable scandale auquel il faut ajouter le mensonge consistant à cacher le dysfonctionnement pur et simple du système de transmission car ce signal RST n'est pas non plus parvenu à aucun autre train du réseau luxembourgeois.

Il a été réparé à la sauvette avant l'arrivée de la police judiciaire pour les fins de l'enquête. Ce mensonge-dissimulation a été couvert par une union sacrée entre les directions syndicales, la presse et le gouvernement du Grand-Duché bananier du Luxembourg fait de promiscuité, de connivences et de copinage. Ainsi Lucien Lux, le ministre des transports du POSL (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois) n'a été malmené, sur ce point, ni par les journalistes de RTL, ni par les réactions des directions syndicales.

Enfin, en ce qui concerne le dernier moyen, la coupure du courant électrique n'aurait servi à rien car le train français se

trouvait dans le réseau français, et le train luxembourgeois se trouvait dans la fameuse zone «grise» neutre.

Boucs-émissaires et vrais responsables.

Dès le lendemain de l'accident, les CFL ont changé les conditions de l'ordre écrit de passage des trains qui doit maintenant être approuvé par une deuxième personne qualifiée. En attendant, l'employé, auteur du fâcheux ordre écrit, fait figure de lampiste en étant la seule victime de sanction. Or le vrai coupable est la logique de construction capitaliste de la construction-déconstruction européenne.

Depuis les années 1990, l'UE claironne sur tous les toits la construction de réseaux trans-européens dans les domaines du transport, des télécommunications et de l'énergie à coups de déréglementation, de libéralisations et de milliards d'Euros d'investissements pour la construction de nouvelles routes ou lignes.

L'accident de Zoufftgen a révélé que dans tous ces trois domaines l'impératif de sécurité n'a pas été pris en compte. L'objectif assigné à ces réseaux trans-européens est de rationaliser la concurrence pour augmenter la compétitivité de l'économie de l'UE. Ainsi le cabotage permet à toute compagnie de transport d'un pays membre d'exercer à l'intérieur des autres pays membres.

Cette mise en concurrence généralisée des travailleurs se fait en dehors de toute harmonisation des normes de sécurité. A défaut d'une harmonisation onéreuse en coûts ou impossible à causes de susceptibilités nationales sur la question de savoir qui doit renoncer à sa norme pour adopter celle de l'autre, l'UE préconise une reconnaissance mutuelle.

Mais si, par exemple, les conséquences de la reconnaissance mutuelle des diplômes des avocats entre les différents pays membres peuvent passer inaperçues, l'accident de Zoufftgen donne une illustration de ce à quoi peut mener une reconnaissance mutuelle des normes techniques dans les transports, des télécommunications et de l'énergie. Malheureusement, ce n'est pas la première fois et ce ne sera pas la dernière. C'est aux travailleurs, partant de la reconnaissance mutuelle de leurs intérêts, de construire une harmonisation de leurs luttes pour un autre Europe, c'est à dire une Europe anti-capitaliste.

Sympathisant VP

Construction d'un collectif de lutte dans un magasin

La construction de collectifs de lutte dans des magasins a des précédents : Pizza Hut et MacDo (voir par exemple Partisan 165 « Mac Do Victoire »). Virgin Megastore plus récemment. Nous publions ce mois-ci une interview d'une militante CGT, employée dans une autre chaîne de plusieurs centaines de boutiques.

En un peu plus d'un an, le quotidien de la vingtaine de salariés de ce magasin a changé du tout au tout. Partant d'une situation d'exploitation assez noire, l'ambiance s'est transformée progressivement pour en arriver aujourd'hui à une situation nettement plus vivable. La clé : la solidarité et la construction d'un collectif prêt à réagir quotidiennement aux attaques. Cette expérience montre ce qu'il est possible de faire dans des milliers de magasins qui sont aujourd'hui des déserts syndicaux. La construction de l'unité de la classe ouvrière passe aussi par ce travail militant au quotidien.

PARTISAN : PEUX-TU DÉCRIRE COMMENT C'ÉTAIT AU DÉBUT ?

CLAIRE : J'ai embauché il y a 15 mois. Mes premiers rapports avec les salariés ont tout de suite été conflictuels. J'ai été confrontée à des attitudes de petit chef... et à une soumission face aux directives. L'attitude des salariés était mitigée. Les nouveaux avaient conscience de leur exploitation sans oser faire quelque chose, et les autres en étaient arrivés au point de « s'auto exploiter ». Par exemple faire des heures supplémentaires volontairement, sans être payé ; faire seule le travail de trois personnes ; accepter de supprimer leur pause, de produire plus que ce qu'il était prévu à la dernière minute etc.

TA DIRECTION A DU TE DEMANDER DE FAIRE PAREIL. COMMENT AS-TU RÉAGI ?

Les quatre premiers mois j'ai défendu nos droits de base auprès de ma responsable presque tous les jours. Sans le soutien de personne. C'était des actions que j'effectuais seule. Parallèlement je refusais toutes les directives qui aggravait nos conditions de travail. Ce refus, je le faisais aussi auprès des salariés qui essayaient de me les imposer par peur des conséquences : avertissement, licenciement. Les premiers temps, le climat a été très tendu entre nous. Eux, ils étaient beaucoup de réclamations que je faisais auprès des responsables. Mais comme je n'ai pas subi de retour de bâton, ils ont compris qu'une résistance était possible. Et certains ont commencé à résister avec moi.

TU AS DONC RÉUSSI À RALLIER DES COLLEGGUES À TON ATTITUDE. MAIS DES RÉACTIONS INDIVIDUELLES, CELA NE FAIT PAS UN COLLECTIF. COMMENT S'EST-IL CONSTRUIT ? Il s'est d'abord fait dans la résistance. Quand il nous était possible d'affirmer nos droits et que la loi était pour nous. Par contre lorsqu'il s'agissait d'améliorer les conditions de travail ou de refuser des directives, ils se sentaient trop faibles.

Après ces quatre premiers mois les choses ont commencé à changer aussi dans les têtes. Les salariés ont commencé à prendre

conscience de l'exploitation subie au quotidien. C'est à ce moment-là que la direction a sorti un projet de réorganisation prévoyant de muter du monde et de supprimer des postes sur notre magasin. Les conditions de travail allaient véritablement s'aggraver. Deux salariés sont alors venus me voir pour que nous nous organisions et pour faire annuler cette nouvelle directive. Ne sachant pas du tout comment nous y prendre, j'ai demandé conseil à mon syndicat, la CGT, et à VP.

Nous avons commencé par programmer une réunion afin d'examiner les problèmes et voir ce qu'on pouvait faire. Cela n'a pas été un franc succès. Les salariés s'intéressaient mais ne voulaient pas participer, par peur de perdre son travail et par manque de confiance en leur propre force. Nous avons fait une réunion à trois, constitué un cahier de revendication et élaboré des perspectives. La priorité était de convaincre nos collègues de construire un rapport de force. Petit à petit le cercle des protestataires s'est agrandi, avec une prise de conscience des dangers. Beaucoup parlaient de grève mais le manque de confiance dans notre collectif naissant a freiné la grosse majorité. Malgré cela, cette esquisse d'organisation a pesé sur la direction. Elle ne connaissait pas vraiment l'état de nos forces. Du coup, elle a eu peur et elle est revenue sur ses directives. Les mutations ont été annulées, et nous avons gagné certaines de nos revendications.

CONSTRUIRE UN COLLECTIF, CELA DÉBOUCHE SUR LE SYNDICAT. COMMENT S'EST FAITE LA RENCONTRE AVEC LE MONDE SYNDICAL ? Par les élections professionnelles. Sur les mutations, nous avons gagné pratiquement sans combat. Mais la moitié d'entre nous était convaincue que le rapport de force construit était trop faible. Pour que le collectif dure, le seul moyen était de construire un syndicat et de provoquer des élections de délégués du personnel. C'était le moyen de faire l'état des forces et de tester la direction. Une façon aussi de formaliser le collectif face à nos patrons.

Je m'étais syndiquée à la CGT dès mon embauche. Comme je l'ai dit, j'ai donc cherché de l'aide. Coté VP, les conseils pratiques m'ont bien servi mais c'est surtout le recul politique acquis suite à nos discussions qui m'a été utile. Coté CGT, les attitudes ont été différentes selon les interlocuteurs. J'ai eu un appui réel de certains militants pour la construction d'un rapport de force dans mon magasin. Avec un très gros soutien, une protection, un accompagnement... Mais auprès de la majorité des responsables, j'ai rencontré du dédain, de l'incompétence. Certains ont même refusé de me donner des conseils pour nous organiser car j'étais la seule à être syndiquée. Comme

si c'était un savoir-faire qu'il fallait payer d'avance par des cotisations. J'ai aussi été confrontée à des attitudes bureaucratiques de la part de dirigeants, jusqu'à annuler les élections car elles n'étaient pas à leur initiative. Le réel travail de terrain, efficace, est fait avec le syndicat de la société, basé sur une usine et qui m'a toujours soutenu, face aux attitudes de la fédération.

LA REPRÉSENTATION LÉGALE EST UTILE, MAIS CE QUI EST DÉCISIF, C'EST L'ORGANISATION SUR LES LIEUX DE TRAVAIL. C'EST CELA QUI CHANGE L'AMBIANCE.

Côté ambiance, c'est vrai qu'en un an et demi les choses ont véritablement changé dans mon magasin. Nous sommes actuellement plus de dix aux réunions. A chaque attaque de la direction sur un individu, c'est le collectif qui réagit. Nous avons les mêmes réactions sans nous concerter et avec les mêmes arguments. Jusqu'à présent mes collègues se mettaient toujours sur la défensive. Mais depuis que les réunions tournent bien, nous faisons plus de choses ensemble. Nous parlons plus ouvertement car il y a plus de confiance et nous commençons à avoir une attitude plus offensive. Nos conversations traitent de sujets de plus en plus variés. Les collègues viennent me solliciter aussi bien sur la Palestine que sur les élections de 2007. C'est d'ailleurs plus facile de discuter politique que syndicalisme.

EN TERME D'ORGANISATION, DANS QUELLE DIRECTION VOUS TRAVAILLEZ ?

Ce qui est difficile, c'est que notre magasin est une petite structure. Elle représente une goutte d'eau pour nos patrons. De plus il y a un gros turn-over de personnel. L'effort principal doit être porté sur les salariés qui sont les plus susceptibles de rester pour que le relais se fasse plus facilement avec les nouveaux, les étudiants... et que le rapport de force ne s'effondre pas tous les deux mois. Ce qui est aussi important, c'est de faire prendre conscience que nous appartenons à un grand groupe, et que notre magasin ne doit pas être un «village gaulois». Que nous devons nous battre contre la politique générale de toute l'entreprise et pas seulement sur ce qui ne touche que notre magasin. Il faut aussi faire prendre conscience que les choses doivent être améliorées par ce que nous réussirons à imposer et pas par nos petits arrangements entre nous.

Aujourd'hui nous devons consolider le collectif. Les élections à venir vont être une concrétisation. Maintenant, il faudrait que le travail syndical, les tracts, les préparations des réunions, soit fait ensemble ; qu'il y ait un peu plus d'investissement. Et surtout que notre organisation se propage dans d'autres magasins pour pas que l'on s'enferme et pour éviter qu'un final on soit inefficace.

Accidents et maladies professionnelles

Terribles chiffres : 2,2 millions meurent dans le monde chaque année; mais aussi 270 millions de salariés sont victimes d'accidents du travail, 160 millions contractent des maladies professionnelles. Ces estimations

du Bureau international du travail (BIT) remontent à 2001. Maladies et décès explosent dans les pays d'Asie et d'Amérique Latine. Ranton du progrès ? La faute à pas de chance ?

2,2 MILLIONS DE MORTS PAR AN DANS LE MONDE !

EN FRANCE. Les accidents du travail : 1,4 million en 2004 indemnisés par la Caisse nationale d'assurance maladie. Parmi ces accidents, près de 700 000 ont donné lieu à un arrêt de travail. Il y a plus de 20 ans le chiffre tournait autour de un million. Rien que dans le BTP, selon l'institut national de recherche et de sécurité - INRS, l'évolution du nombre de maladies professionnelles depuis 1990 a progressé.

Sur les 1 400 000 accidents déclarés, seulement 700 000 arrêtés, car beaucoup de travailleurs ne veulent ou ne peuvent pas faire reconnaître leur accident.

Et les maladies professionnelles ? Celles qui sont reconnues - il a fallu près d'un siècle pour que le patronat reconnaisse la dangerosité de l'amiante - et celles qui ne le sont toujours pas.

Ainsi l'INRS nous apprend début janvier 2007 avoir recensé la totalité des agents chimiques classés CMR (cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques) utilisés dans l'industrie, pour arriver à un poids de 4,8 millions de tonnes. Le même organisme nous indique qu'environ 500 000 personnes sont directement exposées à ses produits. Un chercheur de l'INSERM dira à ce propos : « on sait très bien que les produits CMR produiront les cancers de demain, mais on ne prend aucune mesure pour protéger les salariés ». Dans la vie, nos portables, ordinateurs, peintures, jouets, shampoings, etc peuvent contenir des produits classés CMR(*).

Sans compter ces salariés qui n'atteignent la fin de leur vie active qu'usés, échinés, délabrés. Sans pouvoir profiter de leur retraite. Car, si l'espérance de vie a augmenté, cela se traduit aussi, en raison des séquelles de l'activité professionnelle, par une explosion des maladies du retraité : cancers, affections cardiovasculaires, dépressions, attaques cérébrales, handicaps sensoriels, arthrose, démences séniles, Alzheimer, etc. Ce qui rend particulièrement odieux les attaques contre les régimes des retraités, et l'offensive contre la Sécurité sociale.

DANS LE MONDE. Le BIT nous apprend que la majorité des décès liés au travail est dû à des cancers, à des maladies respiratoires et infectieuses. Chaque année, les substances dangereuses causent la mort d'environ 440 000 travailleurs, dont 100 000 par l'amiante.

En 2001 on a recensé 351 000 accidents mortels. En hausse en Amérique Latine (53%) et en Chine (22%). Et constamment, selon le Bureau international, « le système de collecte d'information et de gestion de la sécurité se détériore ». Ainsi, l'Etat indien dénombre 222 accidents mortels, alors que le BIT l'estime à plus de 40 000. Même dans l'Union européenne l'estimation du BIT est supérieure aux chiffres officiels. Et s'ils sont moins nombreux proportionnellement que sur les continents asiatique et latino-américain, c'est en bonne partie parce que l'industrie y a régressé et qu'ils concentrent des secteurs plus sûrs comme les banques, les commerces, les centres de gestion du capital financier.

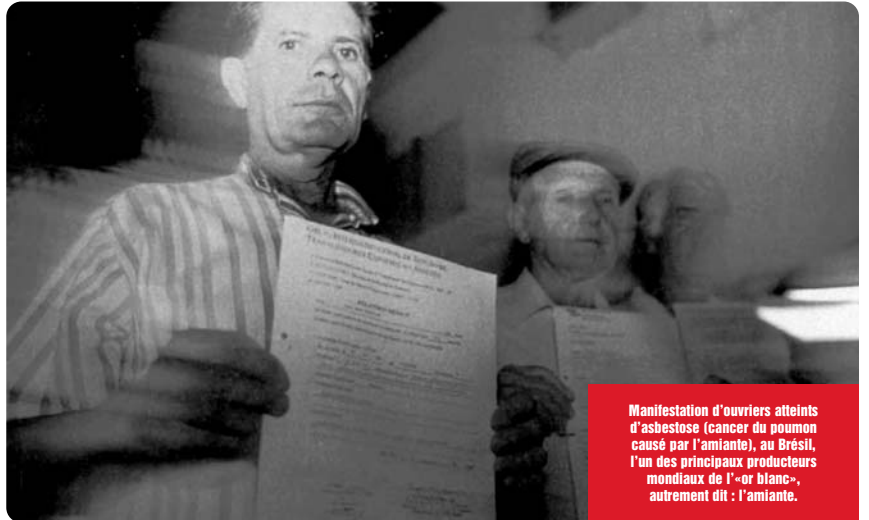
LA FAUTE À PAS DE CHANCE ? C'est par ces mots que la Mairie d'Amiens concluait l'enquête sur la mort d'Hector Loubota, 19 ans, en Contrat Emploi Solidarité, sur un chantier le 22 février 2002 : accident « imprévisible ». Après une contre-enquête menée par le journal local Fakir, l'inverse apparaît : sécurité minable, tâches périlleuses, encadrement réac... Ainsi la contre enquête s'appuya sur le rapport d'un policier arrivé tôt ce matin-là, il découvrait que : « C'était terrible... vraiment un pauvre gars, avec un pantalon beige, en velours côtelé... des baskets... Une bêtise si énorme : ils abattaient le mur par le bas !... C'était navrant de stupidité ». Puis la contre enquête du Fakir interrogeait les témoins directs, les parents... La « malchance » n'était qu'un crime ordinaire : celui de l'exploitation à peu de frais mais qui fait suer beaucoup de profit.

RANTON DU PROGRÈS OU CELLE DU CAPITALISME ? Là aussi le progrès a bon dos. S'agit-il d'une fatalité ? Ou la conséquence d'un mode de production où le travail n'est là que pour valoriser le capital. Pour y répondre, prenons l'exemple de la Chine révolutionnaire de Mao. Voyons la manière dont elle menait la lutte contre les accidents de travail. C'était avant tout un combat politique.

« Dans les entreprises chinoises de la fin des années 60 et du début 70, l'accent est mis sur la prévention. Des équipes contrôlent régulièrement les machines. Des cours de sécurité du travail ont lieu tous les mois et c'est la première leçon donnée aux apprentis. S'il y a un accident ou une blessure légère, l'équipe se réunit sur place pour faire le bilan et décider d'améliorer la machine s'il y a lieu. Si quelqu'un a fait une faute, on considère que la discussion doit l'amener à mieux comprendre que dans un pays socialiste, l'homme est le bien le plus précieux. L'accent est mis sur l'éducation et non sur la sanction.

Dans les usines textiles, de nombreuses innovations techniques ont été réalisées pour résoudre le problème difficile des poussières de coton. Dans la plupart des ateliers, on souffle de l'air frais au-dessus des machines et on aspire les poussières au sol. De nombreuses machines ont été « enfermées » dans des protections qui évitent la diffusion des poussières.

Dans le bâtiment. Sur le chantier de construction d'une centrale thermique à Shanghai, on vérifie chaque matin, avant le travail, les conditions de sécurité. Une fois par mois, une réunion des ouvriers a lieu sur ce thème. La société de construction fait périodiquement des visites sur les chantiers pour examiner l'équi-



Manifestation d'ouvriers atteints d'asbestose (cancer du poumon causé par l'amiante), au Brésil, l'un des principaux producteurs mondiaux de l'« or blanc », autrement dit : l'amiante.

pement et les conditions de sécurité. Tout apprenti qui arrive sur le chantier suit un stage de deux semaines, dont une partie porte sur la sécurité. Pour toute nouvelle tâche de production, les ouvriers étudient à la fois les moyens de la réaliser et les mesures de sécurité...

De plus, un ouvrier de chaque équipe - en général l'ouvrier le plus expérimenté et le plus soucieux de la sécurité - a suivi un stage sur la sécurité. Plusieurs ouvriers du chantier ont par ailleurs reçu une formation de « médecin aux pieds nus ». Enfin, on affecte toujours plusieurs ouvriers aux travaux pénibles : pour un marteau-piqueur; il y a quatre ouvriers en général, qui travaillent à tour de rôle.

Pour résoudre les problèmes de sécurité, on a certes adopté des mesures techniques (protection des machines), une formation des travailleurs ou des règlements obligatoires. Mais cela, quoique nécessaire, n'est pas l'essentiel.

L'important c'est la conscience politique des ouvriers : le but du travail en Chine n'est pas de gagner toujours plus, et il n'y a ni travail aux pièces, ni primes de rendement. Les cadences de travail sont plus faibles que dans les pays capitalistes ce qui n'empêche pas que les ouvriers travaillent quelquefois dur pour, comme ils le disent souvent, « édifier le socialisme et soutenir la révolution mondiale ». C'est la révolution et non la production maximum qui est au poste de commande. Dans ces années (pendant et après la Révolution Culturelle) il y a eu de nombreuses luttes en Chine à ce sujet contre les dirigeants qui ne jugeaient les ouvriers qu'au nombre de pièces ou au tonnage déchargé, sans tenir compte de leur désir de transformer l'usine et les rapports entre travailleurs. Ces luttes, par l'élévation de la conscience des travailleurs qu'elles permettent, sont en fait l'élément déterminant de la diminution des accidents du travail en Chine. »**

Gérard Lecœur

* Greenpeace a publié un guide intitulé Vigitox qui recense les produits de consommation dangereux.
** Extraits d'une revue de 1976 sur la santé en Chine.

Interview d'un militant du syndicat SUD

CONDITIONS DE TRAVAIL A PSA (PEUGEOT-CITROËN)

TU DIS QUE LES CONDITIONS DE TRAVAIL SE DÉGRADENT TRÈS VITE ? La charge de travail a été augmentée sur chaîne, c'est dure les cadences. Plus d'opérations à faire et les gars pètent un câble. Avec les intérimaires, ils les chargent au max. Les gars ont peur de se faire jeter. Avec le départ des intérimaires, on les remplace par des fixes. La direction fait passer plein de chose avec les intérimaires, notamment des cadences de plus en plus fortes.

Les intérimaires on les mets toujours aux postes les plus dures, et si tu tiens tu crois qu'ils vont t'embaucher. Ils font valider les postes par les intérimaires, puis on met un embauché qui ne peut pas faire moins. Les jeunes sont souvent qualifiés, on leur dit qu'ils doivent faire un peu de chaînes, mais souvent ils y restent ou ils partent.

L'ATELIER A L'AIR TRÈS PROPRE, ET MÊME ASSEZ TRANQUILLE. Sur les chaînes il y a eu 10 minutes de repos toutes les heures pendant le ramadan. Les gens étaient contents... mais ils te les font rattraper : ils augmentent progressivement la cadence. On s'en aperçoit pas tout de suite mais les gars ils se sont mis à râler, la vitesse des chaînes augmentait. Ce qui se retourne contre la qualité de production ; les mecs ils oublient ou ils se trompent de matériaux. Quand le contrô-

le s'en aperçoit les gars ils sont sanctionnés d'une mise à pieds. Nous on riposte à cela on fait des collectes de solidarité pour que le gars il reçoive quelque chose.

C'EST POUR CELA QU'IL Y A BEAUCOUP D'ACCIDENTS ? Plus la charge est forte, plus l'effort est important et il y a une multiplication d'AT. C'est le dos qui souffre, les usures des articulations, ce sont des lombalgies. Ce sont aussi les coupures, il y a en beaucoup. Les vieux ici sont HS, on les a mis en dehors des chaînes. C'est une usine qui fabrique des handicapés.

C'est pour ça aussi qu'ils emploient des intérimaires. Quand ils sont fatigués ils les lourdent ! Puis un intérimaire il la ferme ou alors les chefs lui refuse un trois volets et le gars il reprend le boulot avec un énorme bandage sur la main ou sur le bras... Les intérimaires sont des bêtes de somme ; on les met dans les pires conditions

Et la direction à fortement intérêt à masquer les accidents de travail, si la boîte dépasse un quota elle est sanctionnée par la Sécu. C'est ainsi que certains gars malades sont sans poste dans l'entreprise.

On a vu ici le médecin du travail forcé un mec à reprendre le travail avec un dos qui était complètement cassé par le boulot. Le syndicat a fait intervenir l'inspection du travail qui n'a pu que constater que le gars était abîmé et il a cassé la décision du médecin.

2,2 MILLIONS DE MORTS ORDINAIRE

Pour quelle grande cause ? D'un côté croissance de produits et de modes de production engendrant les cancers... De l'autre une « médecine de pointe » pour réparer les dégâts: une affaire très très rentable. La prévention, elle, n'est pas profitable !

Le XXI^e congrès de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) s'est déroulé à Monastir du 14 au 16 décembre 2006. La date a été avancée de deux mois par le bureau exécutif (BE). Ce dernier a voulu interrompre

une dynamique de lutte qui a commencé à prendre de l'ampleur dans des secteurs à fort taux de syndicalisation : enseignement, santé, transport, textile, banques et assurances, métallurgie...

CONGRÈS DE L'UGTT

**COMBAT
POUR UN SYNDICALISME
DE CLASSE**



Les syndicalistes des structures intermédiaires estiment que le BE ne les a pas soutenus dans leurs revendications légitimes. Il a tout fait pour éviter les grèves générales sectorielles et ne les a soutenues que du bout des lèvres (sous la pression de la base), ce qui affaiblit la position des fédérations et des syndicats face au gouvernement et au patronat. La commission administrative (CA) est une instance qui regroupe le B.E, les secrétaires généraux des régions, des fédérations et des syndicats nationaux de branches. Au sein de cette instance, la majorité n'est plus acquise, comme à l'accoutumé, au Secrétariat Général de UGTT.

Un congrès dans un contexte de luttes. La gauche syndicale a réussi à renforcer l'autonomie de l'UGTT : vote contre le soutien à Ben Ali en 2004, contre la participation de l'UGTT à une chambre consultative dont les membres sont désignés par le pouvoir en 2006, grève contre l'invitation de représentants d'Israël à une réunion internationale sur l'information en 2005, motions de soutien aux associations démocratiques et de droits humains : ligue des droits de l'homme, femmes démocrates, juges, avocats etc.

Sur le plan économique, les accords d'association avec l'Union Européenne (UE) et le diktat des organismes internationaux ont causé beaucoup de dégâts : privatisations, licenciements collectifs, fermeture d'entreprises, précarité, hausse des prix, dégradation des conditions de travail etc. Des luttes et des grèves avec occupation des lieux de travail se sont multipliées, sans le soutien ferme du BE qui prône la «modération» et la prise en compte de la situation économique du pays. Certains syndicats reprochent au BE de ne pas défendre leurs revendications lors des négociations au niveau national (car c'est le bureau exécutif qui négocie en leur

nom) et de s'être engagé avec les services de l'Etat ou les patrons, à «calmer le jeu».

L'UGTT est la seule organisation en Tunisie qui a gardé une certaine autonomie à l'égard du pouvoir. Celui-ci a essayé à plusieurs reprises de la « dompter », mais la résistance des syndicalistes a réussi à chaque fois à reprendre le dessus, malgré la complicité des directions bureaucratiques. Les syndicalistes de gauche et surtout les marxistes ont été emprisonnés par le pouvoir, licenciés par les employeurs (publics et privés) et exclus du syndicat par le B.E, après avoir été déçus arbitrairement de leurs mandats électifs, par la commission de discipline de l'UGTT.

Un congrès sous surveillance policière. La Tunisie compte 10 millions d'habitants (1 million vivant à l'étranger). Le taux de chômage officiel est de 14%. 60% des jeunes travailleurs sont employés par des sociétés d'intérim ou de sous-traitance, sans aucun respect de la (mauvaise) législation du travail. 375000 travailleurs sont syndiqués à l'UGTT (syndicat unique), dont 267000 salariés de la fonction publique. 29% des syndiqués proviennent du secteur privé. 65 % des recettes proviennent des cotisations.

Les congressistes étaient au nombre de 478. Près de 500 autres syndicalistes (dont des candidats aux élections du BE) ont été empêchés de franchir les grilles de l'hôtel-forteresse dans lequel s'est déroulé le congrès, sous très haute surveillance policière. Les policiers sont présents en grand nombre à l'intérieur et à l'extérieur du lieu du congrès. Le choix de la ville qui n'est pas connue par ses activités syndicales intenses, et du lieu, (un hôtel 5 étoiles éloigné du centre) font partie des manoeuvres du Secrétaire Général.

Sous la pluie battante et le froid exceptionnel, les syndicalistes manifestaient leur mécontentement, sous les coups de matraque des policiers. Une centaine de congressistes s'est solidarisée avec eux en protestant auprès de la présidence du congrès, puis en forçant la grille, afin que tous puissent entrer à l'intérieur de l'hôtel, sans accès à la salle du congrès. Cet état de siège devait empêcher toute concertation entre les congressistes de gauche et leurs camarades, et ainsi limiter la contestation du bilan du BE sortant.

Les sujets les plus abordés lors des interventions des congressistes sont : La privatisation du secteur public, la propagation de l'intérim et de la sous-traitance, la

flexibilité et le non-respect du code du travail, le chômage massif (dont celui des diplômés du supérieur), la couverture sociale (pas d'indemnité de chômage en Tunisie), la gratuité et la qualité de l'enseignement et de la santé publics, la faiblesse des montants de la retraite, la critique des concessions faites par la direction de la centrale syndicale, la démocratie interne, la mauvaise gestion financière des budgets syndicaux, les permanents et leurs avantages disproportionnés par rapport aux salariés (postes fictifs, voyages à l'étranger, corruption et autres avantages financiers exorbitants), la limitation du nombre de mandats à deux seulement pour les membres du B.E., déjà entérinée au congrès de Djerba en 2002 et que certains bénéficiaires voulaient remettre en cause...

Les enjeux du congrès. Lors du congrès précédent, à Djerba, en 2002, et pour la première fois dans l'histoire de l'UGTT, une liste de syndicalistes de gauche a donné naissance par la suite au Parti du Travail (PTPD). Elle a réussi à réunir autour d'elle les syndicalistes les plus combattifs de différents secteurs et

régions, sur la base d'une plate-forme politique et revendicative. Elle a réuni près de 20% des voix.

Pour limiter l'influence de ce courant, le BE a essayé de changer les règles du jeu. Par exemple, en surestimant la représentativité des syndicats des petites entreprises où la combattivité est moins forte. La direction a manoeuvré lors des élections des délégués pour garantir une majorité confortable. La militarisation du congrès fait partie de ces manoeuvres. La corruption, les promotions «exceptionnelles», les promesses de postes fictifs et bien payés sont monnaie courante, cela fait réfléchir quelques syndicalistes hésitants ou dans le besoin, surtout que l'embourgeoisement rapide des «casés» est visible à l'oeil nu. La presse tunisienne a commencé à faire des allusions à « un courant politique structuré au sein du syndicat », opposé à la politique suivie par le B.E. Certains journaux citent notamment le PTPD (non reconnu) comme une force non négligeable au sein de l'UGTT et ayant de nombreux militants et sympathisants parmi les congressistes.

Avant le congrès, une plateforme syndicale émanant de «syndicalistes progressistes et démocrates, membres de CA», a été présentée publiquement à «tous ceux qui s'y reconnaissent, qui veulent l'améliorer, l'a-

mender et la défendre». Cette plate-forme abordait quatre points principaux. Le premier revenait sur la lutte ancienne entre le courant ouvrier progressiste, et le courant d'inféodation au pouvoir. Le deuxième tirait les leçons du dernier congrès de l'UGTT et des luttes qui y avaient été menées. Le troisième prenait position contre l'impérialisme et le sionisme, et inscrivait la lutte syndicale dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme, en l'articulant aux revendications concrètes des travailleurs de Tunisie. Le quatrième était un engagement des signataires sur les modes de fonctionnement pour développer la démocratie, la transparence et l'autonomie du mouvement syndical.

Cette plate-forme a été la base d'une alliance conduite par Naïma Hammami qui a obtenu près de 37% des bulletins valides, mais non élue. Il lui manquait 25 voix. Cette liste a été combattue farouchement par la bureaucratie syndicale, les quelques islamistes congressistes, les courants nationalistes arabes, mais surtout par un courant d'extrême gauche, allié des libéraux pro-américains et des islamistes, dans ce qui est appelé en Tunisie «le comité du 18 octobre» (qui réclame la liberté d'expression, d'organisation, et une amnistie générale). Les arguments ne sont pas toujours politiques : l'argument principal étant : «nous ne voulons pas être dirigés par une femme» !

Des têtes sont tombées, des membres du bureau sortant sont mal élus. Le courant syndical de gauche s'est renforcé. Quatre nouveaux membres sont élus, dont trois sont connus pour leur engagement progressiste et démocratique. Espérons que les avantages matériels et financiers ne les corrompent pas !

Des perspectives encourageantes.

Le travail de longue haleine, commencé il y a trente ans par le courant syndical progressiste et marxiste, s'avère payant. Plusieurs syndicalistes de différents secteurs et de différentes régions lui font confiance, malgré les calomnies, les mensonges et les menaces. Les militants marxistes ont connu les prisons, les exclusions massives du syndicat, avant leur licenciement (y compris de la fonction publique), mais ils ont résisté. Ils ont su être au service des salariés qui leur ont fait confiance et ont défendu les intérêts des salariés, sans ostacisme. Aujourd'hui, c'est une composante incontournable de la vie syndicale et politique en Tunisie, qui va poursuivre une politique d'alliances à gauche et refuser celles avec les forces rétrogrades, au nom de la lutte commune contre la dictature. Il n'y a que les marxistes qui peuvent constituer une alternative démocratique et progressiste, surtout dans les pays dominés de «la périphérie», en comptant sur leurs propres forces et non sur les représentants des USA et de l'UE, qui sont les meilleurs soutiens des dictateurs.

Correspondance T. M.
Fin décembre 2006

**À COMMANDER
À NOTRE BOITE POSTALE**

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte anti-impérialiste et la question nationale aujourd'hui

1.50

Une brochure **Partisan** 1.5 euro

Courant décembre, une cellule de VP de la région parisienne a organisé une réunion à propos de l'immigration. Douze invités y ont participé. Une majorité d'ouvriers et d'employés, un enseignant, et trois étudiant(e)s. Trois questions ont été introduites par une courte présentation de VP. Pourquoi immigrer-t-on ? Comment répondre à la politique actuelle de la bourgeoisie ? Quelles perspectives doit-on se fixer pour développer l'unité de la classe ouvrière ?

Questions sur l'immigration

POURQUOI ÉMIGRE-T-ON ? La discussion a été nourrie par les témoignages de trois camarades maliens, ouvriers en France, ayant été sans papiers avant d'obtenir leur régularisation. Leur village, dans la région de Kayes, vit de l'agriculture. La production agricole n'y est possible que pendant les trois mois d'hivernage. Les récoltes suffisent à peine à assurer la subsistance des habitants. Les années de sécheresse sont de plus en plus fréquentes (du fait du réchauffement climatique) et la soudure de plus en plus difficile à faire. Avant, les jeunes du village émigraient pour des périodes limitées, pendant la saison sèche, vers Bamako, les régions cotonnières ou le Sénégal. Mais maintenant, ils émigrent de plus en plus, et de plus en plus longtemps.

Contrairement à une idée répandue en France, les Maliens ne vont pas d'abord en Europe, mais vers d'autres pays d'Afrique : Côte D'Ivoire, Gabon, Libye... Un camarade malien nous apprend que l'émigration ne touche pas toutes les régions. Les habitants du pays Dogon ne «tentent pas l'aventure» (c'est à dire : l'émigration), car ils ont des ressources et ne vont à Bamako que pour les affaires.

Comme il n'y a pas ou peu d'écoles dans ces villages, les émigrants ne sont pas alphabétisés et ont du mal à trouver un travail qualifié, au Mali ou ailleurs. Conscient de l'importance de l'éducation, les émigrés, organisés en associations de village, financent par leurs cotisations la création d'écoles dans leurs villages, sans attendre tout de l'Etat*.

Partisan : Pourquoi, ceux qui quittent la terre, ne trouvent-ils pas à s'employer au Mali ? Constat : il n'y a pas ou très peu d'activités industrielles créant des emplois. Comme le dit Aminata Traoré dans le film Bamako, «le Mali n'est pas un pays pauvre ; mais un pays qui se paupérise».

Le Mali a trois productions principales : l'Or (exploité par des sociétés anglo-sud africaines, ou canadiennes), le coton, l'agriculture.

Les sociétés qui exploitent l'or transfèrent à leurs actionnaires à l'étranger un montant annuel du même ordre que l'aide au développement reçue par le Mali.

Les intérêts payés pour le service de la dette malienne sont aussi d'un ordre de grandeur équivalent à l'argent que les émigrés envoient annuellement au pays.

Le coton produit au Mali, à un prix bien inférieur à celui des USA (premier exportateur mondial), est très concurrencé par le coton américain qui est subventionné par l'Etat US.

De même, les surplus laitiers de l'Europe, écoulés sous forme de poudre et à bas prix, rendent difficile le développement d'une production laitière locale.

Première conclusion : Pour que les travailleurs maliens ne soient plus contraints d'émigrer pour assurer la subsistance de

leur famille, il faut un changement radical des rapports entre les pays comme le Mali, et des pays comme la France ou les USA. Entre les pays qui dominent et pillent (les pays impérialistes) et ceux qui subissent l'ordre mondial imposé par les premiers. Sans cela, les richesses du Mali et le travail des maliens ne leur assureraient jamais qu'une vie précaire.

COMMENT LUTTER CONTRE LA POLITIQUE ANTI-IMMIGRÉ ? En introduction nous évoquons les motivations de la politique des gouvernements, et celle de l'«immigration choisie» qui est la proposition de Sarkozy, comme de Royal. Constat : l'émigration n'est pas un choix pour les Africains, mais elle a toujours été choisie par les différents gouvernements en fonction des besoins de main d'œuvre du capitalisme français.

Dans les années 1960 et 70, les entreprises allaient chercher des travailleurs en Afrique (au Maroc par exemple). Après la crise de 1929, le gouvernement avait expulsé en masse, les travailleurs polonais qui travaillaient dans les mines du nord de la France. Ils étaient blonds, catholiques, et pourtant dit inassimilables. Le racisme a toujours été un allié de poids dans la mise en œuvre des restructurations capitalistes. Aujourd'hui, malgré le chômage, le besoin existe d'une main d'œuvre peu payée dans le BTP (construction), les services, l'hôtellerie. Les expulsions ont pour but, non pas de rejeter tous les sans papiers et les nouveaux immigrants, mais de les maintenir sous pression et sous la menace, pour faciliter leur exploitation.

Le principal «allié» de cette politique sont les idées fausses parmi les travailleurs qui sont alimentées par la concurrence entre ouvriers lorsque la précarité et le chômage menacent tout le monde. C'est aussi le racisme populaire de ceux qui pensent que les immigrés ont

«toutes les allocations, tous les logements sociaux». Ce sont des idées qui divisent les travailleurs.

Donc, beaucoup d'idées fausses dans la classe ouvrière, sur les «avantages qu'auraient les immigrés». Un camarade sans papiers nous apprend qu'il travaille sous son nom, qu'il est déclaré à la sécu, et paie même des impôts. Mais il ne peut obtenir une carte de séjour. Il craint l'expulsion et ne peut pas, en cas de maladie, obtenir la couverture santé pour laquelle il cotise. Un ouvrier sur le chantier d'un camarade «qui a tout ce qu'il faut pour vivre, se sent menacé par les nouveaux immigrés et les sans papiers». Alors que selon lui, au contraire, les ouvriers sans papiers «ont une économie pour l'Etat, et non pas une charge».

Pour une lycéenne du 95, la vision qui domine chez ses camarades est aussi celle de la concurrence, et que pour réussir, il faut virer les autres. Dans les cours de gestion, nous dit un enseignant, l'inégalité des revenus est défendue comme une nécessité. Il y a donc la concurrence économique et les idées diffusées par l'enseignement, les médias... qui encouragent cette division.

Le tableau aurait été sombre, si les participants n'avaient pas apporté des expériences positives de solidarité. Un camarade des PTT évoque le débrayage organisé dans son centre lors de l'expulsion des travailleurs de Saint Bernard. Un camarade de Partisan, rappelle le rôle positif de solidarité joué par des UL CGT lors des luttes des travailleurs sans papiers de Modelux dans l'Essonne, et des travailleurs de OSP dans le 95. Il y a aussi le constat d'une diversité d'origine plus grande entre les jeunes travailleurs (Afrique, Maghreb, Antilles, Europe,...) qui fait que les réflexes racistes y sont moins forts et en recul. Un autre invité affirme un grand besoin d'entraide au

delà des frontières : «Nous avons tous besoin les uns des autres».

Il y a des bases à l'unité, mais que pour qu'elle progresse entre travailleurs, pour que les propos, les comportements de division et de racisme régressent davantage, il faut s'organiser et les combattre réellement, ne pas les laisser passer, quitte à affronter un collègue. C'est une question de crédibilité, sans cela l'unité ne sera que de façade.

QUELLES PERSPECTIVES ? Une première conclusion a été donnée par un camarade malien. «On n'avance pas individuellement, on n'avance que collectivement. Il faut donc s'organiser». Il a été donc dit la nécessité de l'organisation dans les syndicats, dans les partis politiques. Toutefois, il ne faut pas s'organiser n'importe où, pas autour de n'importe quelles idées. Référence a été faite alors au PCF qui a renforcé dans la classe ouvrière les points nationalistes et chauvins et n'a pas vraiment soutenu la lutte d'indépendance des Algériens**.

Aussi, l'organisation doit pratiquer la solidarité internationale, et ne pas nier les contradictions au sein des travailleurs, au nom des intérêts bien réels qui leur sont communs. Le racisme, en particulier, doit être combattu avec persévérance. Les points de vue xénophobes sont à éliminer, pour que la classe ouvrière soit forte dans ses luttes. Aujourd'hui nous affirmons la nécessité de la régularisation de tous les sans papiers, la libre circulation de tous les travailleurs.

Deuxième conclusion : Pour que les travailleurs d'Afrique n'aient plus besoin d'émigrer, il faut que leurs pays se développent. Et ils ne le peuvent que s'ils sont maîtres de leurs richesses. Il faut donc combattre l'impérialisme et le capitalisme. Cela impose, selon Partisan, des combats solidaires entre travailleurs du monde, pour aller vers une autre société où les travailleurs soient maîtres des richesses qu'ils créent : le socialisme.

Troisième conclusion : La conscience de ce qu'il faut faire pour répondre aux besoins des travailleurs et la confiance dans la capacité à pouvoir le faire se construisent dans le collectif, dans l'organisation.

Bien des questions n'ont été qu'évoquées, comme «pourquoi les libéraux (c'est à dire l'UDF) sont-ils aussi pour la libre circulation. Quelles conséquences en tirons-nous ?». Tous les immigrés ne sont pas des ouvriers. Sarkozy a été un immigré. Il défend aujourd'hui les intérêts de sa classe, la bourgeoisie... Une seconde réunion aura lieu pour prolonger ces discussions.

Militants VP

* des participants appartiennent à une association de village qui a développé un projet d'aménagement de l'école, avec le soutien d'un lycée du 95.
** voir le roman autobiographique «Elise ou la vraie vie» sur les rapports entre ouvrier(e)s français(e)s et les ouvriers algériens pendant leur guerre de libération.



MODELUXE UNE BONNE NOUVELLE

Dix-huit anciens salariés sans-papiers de la blanchisserie Modeluxe, à Chilly-Mazarin dans l'Essonne, qui avaient été licenciés pour faute grave, viennent d'être régularisés. La direction les accusait d'avoir présenté de faux titres de séjour, alors que, selon de nombreux témoignages, elle était parfaitement informée de la situation des salariés, et en profitait pour les faire travailler dans des conditions particulièrement pénibles.

Du coup, la quasi-totalité des 160 salariés s'était mise en grève pendant une semaine début octobre, par solidarité avec ces sans-papiers, dont certains travaillaient dans l'usine depuis des années. Selon le secrétaire de l'union locale CGT de Massy, des procédures vont à présent être engagées devant les prud'hommes, afin que les salariés qui le souhaitent puissent réintégrer l'entreprise.

À COMMANDER A NOTRE BP

Partisan
 Directeur et Répondre pour
contre les idées fausses sur l'immigration

10F (\$F pour les chèques, les chèques de 10€)

Une brochure **7** euro

À LIRE SUR NOTRE SITE WEB

SENEGAL ELECTIONS PRESIDENTIELLES
Un despotisme politique ; Un multipartisme plus ou moins encadré ; L'électoralisme de la gache en mouvement ; Délitescence de la gauche et paupérisation des couches populaires ; Les alternatives

Vitrine de l'Afrique en matière de démocratie quand elle signifie élections libres, partis politiques, alternance, le Sénégal aborde encore une phase d'élections en février 2007. Mais quelle est la réalité politique de ce pays ?

Nous présentons des extraits d'un long article écrit en 2004, par un membre du comité central du Parti communiste maoïste du Népal, la camarade Parvati. Bien que la lutte du peuple népalais ait atteint aujourd'hui une nouvelle étape, dont nous parlerons dans nos prochains journaux, cette expérience n'en reste pas moins extrêmement importante pour la suite de la révolution népalaise. L'article traite de l'expérience acquise par la participation massive des femmes au sein de l'APL (Armée Populaire de Libération). Expérience mise sur pied et dirigée par le parti qui « a consacré beaucoup d'efforts à mettre en place des plans et des mesures qui permettent aux femmes de se développer comme dirigeantes communistes. » Sous-titres du journal

Les femmes dans la lutte révolutionnaire (2)

PATRIARCAT ET DIFFÉRENCES HOMMES / FEMMES. Mais les femmes combattantes sont encore confrontées à de nombreux défis qu'elles tentent de relever; En effet,

les hommes au sein de l'APL ont parfois des comportements qui relèvent de conceptions patriarcales encore bien enracinées en eux et ce malgré l'éducation politique. Même lorsque les femmes ont prouvé leur vaillance, les hommes pensent que c'est un phénomène temporaire. Ils ont tendance à sous-estimer les capacités des femmes : par exemple, en 2001, des combattants ont raté l'occasion de s'échapper de la prison de haute sécurité de Gorkha parce qu'ils n'avaient pas confiance dans le plan élaboré par des femmes prisonnières. Ils ont tendance aussi à penser que si des femmes accèdent à des postes de commandement au sein de l'APL, ce n'est pas grâce à leurs capacités mais seulement parce que « le Parti en a décidé ainsi ». Et toute indisposition ou maladie chez une femme est très vite considérée comme une faiblesse physique spécifique à leur sexe. « Ce qu'il faut pourtant comprendre, c'est que le cycle menstruel lui-même et la protection que l'utérus apporte contre les maladies épidémiques font que les femmes sont en réalité biologiquement plus fortes que les hommes. De la même manière, s'il est vrai que les hommes sont généralement en mesure de déployer une plus grande force sur une courte période, les femmes font souvent preuve d'une plus grande endurance. Il est donc inutile de vouloir comparer leurs forces respectives, précisément parce qu'elles sont de nature différente. Par conséquent, il faudrait que dans l'APL, on améliore nos connaissances de l'anatomie et des spécificités des hommes et des femmes en matière de santé, pour bien saisir quelles sont leurs forces et leurs faiblesses respectives. Et aussi, qu'on cesse de gonfler les problèmes que rencontrent les femmes en période menstruelle, alors que les problèmes que connaissent les hommes lorsqu'ils sont au combat (il leur arrive d'avoir envie de pisser) sont passés sous silence... Il serait plus juste d'affirmer que les concepts de «sexe faible» et de «sexe fort» sont parfaitement subjectifs. Ces caractérisations simplistes sont autant dommageables pour les hommes que pour les femmes. De toutes manières, les hommes et les femmes ne sont pas en compétition les uns contre les autres : ils et elles sont appelé(e)s à se compléter, plutôt qu'à se combattre. »

MATERNITÉ ET LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE. Les femmes elles-mêmes ont intériorisé des années de comportements de soumission dont il est difficile de se débarrasser : elles ont souvent de la difficulté à prendre des initiatives. « Même si elles ont toutes les capacités nécessaires, il arrive qu'elles préfèrent attendre que les hommes agissent avant elles. Elles sont assidues, disciplinées et toujours prêtes à se sacrifier à la tâche, mais lorsqu'il s'agit de formuler de

nouveaux plans, de manipuler de nouvelles armes ou de débattre des questions de ligne politique, elles sont souvent portées à se dérober. Avec pour résultat qu'elles finissent par se limiter d'elles-mêmes aux tâches plus traditionnellement féminines, plutôt que de relever de nouveaux défis. Elles ont également tendance à accepter d'être victimes des circonstances : ainsi, lorsqu'elles négligent de planifier leurs grossesses, ce qui les prive de la continuité nécessaire au développement de leurs capacités de direction. Et même si ces combattants et combattantes sont prêt(e)s à donner leur vie pour la révolution, ils et elles semblent hésiter à sacrifier leur paternité ou leur maternité. »

Selon la camarade Pavarti: « D'un point de vue théorique, la question de la continuité et du développement du leadership au sein de l'APL se pose en termes encore plus complexes, dans la mesure où les femmes ont à traiter avec une division du travail naturellement associée à leurs fonctions reproductives. Les questions de liberté et de nécessité qui se posent doivent donc être abordées de façon dialectique. La vie rigoureuse et incertaine conditionnée par l'état de guerre exige que les hommes et les femmes consentent à sacrifier leur paternité et leur maternité, au moins pour une certaine période. Mais cela, on ne peut l'imposer par la force : ça ne peut être que le résultat d'une plus grande clarté idéologique. En pratique, il faut également mentionner que la faible disponibilité et la fiabilité incertaine des mesures de planification des grossesses ont elles aussi contribué à ce que surviennent des grossesses non désirées. Puis, le fardeau de l'entretien des enfants que les femmes portent bien souvent de façon unilatérale et l'absence de services de garde adéquats ont amené certaines femmes à devoir quitter l'APL. Heureusement, les progrès de la guerre populaire ont enfin permis le développement de services de garde pour les familles des martyrs et les combattant(e)s à plein temps de la guérilla dans les zones régionales spéciales qui ont été établies, notamment dans les districts de Rolpa et de Rukum.

Les femmes sont en première ligne, dans les manifestations de masse à Katmandou



En 2006, dans une zone libérée, une réunion de combattantes et de combattants

Ailleurs, plusieurs garderies ont également été ouvertes. De plus, l'expansion rapide de l'APL a permis la mise en place de départements auxiliaires, où les camarades peuvent être affecté(e)s temporairement en cas de blessure ou de maladie, et où les combattantes en particulier peuvent être transférées lorsqu'elles tombent enceintes, sans devoir pour autant quitter les rangs de l'armée. Lorsque ça se produit, et bien qu'elles y perdent certaines habiletés qu'elles ont acquises sur le front militaire, elles peuvent à tout le moins en profiter pour en acquérir d'autres. Les combattantes qui se trouvent dans cette situation conservent en outre leur plein statut au sein de l'appareil militaire et gar-

dent un lien avec ce qui se passe sur le front. Elles peuvent ainsi réintégrer plus facilement et plus rapidement leurs fonctions, lorsque la situation le permet.

VERS UNE VÉRITABLE ARMÉE DU PEUPLE. Le rôle du Parti étant d'orienter la lutte des classes pour acquérir le pouvoir et ceci en fonction des conditions concrètes, il est déterminant que sa ligne idéologique et politique soit juste. Mais, selon la camarade Parvati, une ligne politique juste ne se suffit pas à elle-même si elle ne se reflète pas au plan organisationnel. Il faut analyser « les défis auxquels les femmes sont confrontées dans l'APL de façon dialectique. On doit s'attaquer aux problèmes liés à l'oppression spécifique des femmes dans le cadre plus général de l'idéologie Marxiste Léniniste Maoïste. Les véritables maoïstes considèrent la maternité et les questions de reproduction non pas comme des problèmes spécifiques aux femmes, mais comme des défis qui concernent la révolution dans son ensemble, et donc tout le Parti. Ils et elles vont tenter de les régler de manière dialectique, en prévenant et en contrôlant les grossesses, ou bien en les espaçant, dépendant du niveau de conscience des femmes, des tâches qu'elles accomplissent, des positions qu'elles occupent et de la situation concrète qui prévaut à l'endroit et dans la région où elles se trouvent, etc. De cette façon, les maoïstes en arrivent à démontrer à la face de cette société féodale que la destinée des femmes n'a pas à être déterminée par leurs fonctions biologiques! Dans ce cadre, la participa-

tion des femmes au combat devient encore plus stratégique. Les femmes constituent le groupe opprimé le plus nombreux; on les retrouve parmi toutes les couches du peuple. Elles sont également au cœur de toute la structure sociale. Les femmes peuvent donc contribuer avec beaucoup plus de facilité à l'armement des masses populaires. Et comme elles seront les dernières à gagner leur libération, elles n'hésiteront pas à continuer à se battre activement pour poursuivre la révolution jusqu'au bout et, jusqu'à l'obtention de leur pleine libération. Ainsi, leur participation au sein de l'Armée populaire de libération aura non seulement pour effet de hâter l'avènement de la révolution, mais elle permettra aussi d'accélérer le processus de continuation de la révolution. De plus, leur implication aidera à prévenir la bureaucratization de l'APL, puisque celle-ci irait à l'encontre de leur propre participation. La participation des femmes découragera les tendances au développement d'une armée retranchée et séparée des masses; elle favorisera plutôt la création d'une véritable armée du peuple. Éventuellement, elle aidera aussi à démocratiser l'armée populaire. Tout cela contribuera, à terme, au dépérissement de l'armée elle-même, ce qui en retour créera un environnement favorable à la disparition de l'État.

On voit donc à quel point la participation des femmes est absolument stratégique pour notre Armée populaire de libération!

Cet article est disponible dans son intégralité sur le site : www.pcr-rpcnanda.org/fr/autres/parvati.php.

Schoelcher le réformiste

Le mensuel martiniquais « **Asé pléré annou lité** » de novembre 2006 titre à la une : « **Ce qu'il faut savoir de Victor Schoelcher** ». Cet ancien député de Guadeloupe et Martinique est célèbre pour avoir proposé le décret du 27 avril 1848 qui abolit l'esclavage. Comme si la révolution de février 1848 à Paris et les révoltes aux Antilles n'y étaient pour rien. Comme si l'histoire était faite par les rois, les présidents... et les hommes de gauche. Et non par les peuples !



C'est l'insurrection de mai 1848 qui a contraint le gouverneur Rostoland à abolir l'esclavage en Martinique. Le décret de Schoelcher, arrivé après, a été modifié pour prendre en compte la réalité.

En 1850, dans un article paru dans *La Revue de Paris*, il écrit : « Loin de nous de bouleverser le monde, de compromettre les intérêts et la vie de tant de colons attachés à l'esclavage. Ceux qui veulent l'émancipation des noirs, actuelle et spontanée, parlent et agissent dans un esprit d'humanité bien honorable sans doute ; mais soit par ignorance, soit par entraînement, ils ne tiennent pas compte d'une circonstance qui présente à l'affranchissement immédiat des difficultés insurmontables. Cette circonstance, c'est l'état moral de nos protégés. Que faire des nègres affranchis ? Pour quiconque les a vus de près, cette question est impossible à résoudre. Les nègres sortis des mains de leurs maîtres avec l'ignorance et tous les vices de l'esclavage ne seraient bons à rien, ni pour la société, ni pour eux... Je ne vois pas plus que personne la nécessité d'infecter la société active (déjà mauvaise) de plusieurs millions de brutes décorées du titre de citoyen qui ne seraient en définitive qu'une vaste pépinière de mendiants et de prolétaires. Quant à cela, laissons faire le grand maître, laissons faire le temps. La mort et les affranchissements successifs feront disparaître peu à peu les restes de l'esclavage ; mais la seule chose dont on doit s'occuper aujourd'hui, c'est d'en tarir la source en mettant fin à la traite. Envisager la question autrement que moi, c'est faire du sentiment en pure perte. A un époque déterminée, 15 ans, 20 ans si l'on veut, l'esclavage sera aboli. »

Quand Victor Schoelcher commence à dénoncer véritablement l'esclavage en 1853, un grand courant anti-esclavagiste existait déjà en France (...).

QUELLES ÉTAIENT LES MOTIVATIONS DE SCHOELCHER ? Tout ce que fait Schoelcher va dans le sens des intérêts de la bour-

geoisie industrielle et de la pérennisation de l'exploitation des colonies par la métropole coloniale. Dans ses interventions, il s'est toujours battu pour que les maîtres soient toujours dédommagés. Il était président de la commission qui fixa et répartit les indemnités. Car, voyez-vous, pour lui, ce sont les esclavagistes et non les esclaves qui doivent être indemnisés...

Ce pur représentant de la bourgeoisie était conscient de l'importance économique, commerciale et militaire des colonies. Il en persuade ses collègues à la séance du 29 juillet 1844 à l'Assemblée Nationale. Il est conscient que les peuples n'acceptent plus l'esclavage et tire les leçons de l'essor des luttes de libération nationale dans les colonies. Voilà ce qui le contraint à évoluer et à déclarer que : « La plus élémentaire prudence commande de ne pas oublier que sacrifier quelque chose est quelque fois le moyen de sauver le tout. » (...)

MAINTIEN DE LA DOMINATION COLONIALE (...)

Les réflexions de Victor Schoelcher, après qu'une sanglante répression se soit abattue sur les combattants de la liberté, nous permettront d'apprécier l'homme à sa juste valeur : « Il y a trois ans, quelques malfaiteurs, profitant des désastres de la mère patrie et favorisés par des circonstances fatales, levèrent l'étendard de la révolte. Leur soulèvement a été comprimé en peu de jours, il n'a pu dépasser les limites du quartier où il avait éclaté. Toutes les classes de la population ont fourni des volontaires pour l'éteindre. Ses chefs au nombre de huit ont payé leur crime de la peine capitale ; les malheureux qu'ils avaient égarés expient leur complicité au bagne et dans les prisons... »

Non ! Vraiment, le peuple martiniquais n'a aucune raison de s'agenouiller devant Schoelcher !



DROITS DE L'HOMME OU DROITS DES IGUANES, DES CHIENS ET DES CHATS ?

Des centaines de prisonniers de diverses nationalités sont détenus par le gouvernement américain dans le camp de Guantanamo(1) en violation du droit international et des conventions internationales signées par les USA eux-mêmes. Leurs avocats ont décidé récemment de plaider pour l'alignement des droits de leurs clients sur ceux des iguanes. Pourquoi ? Voici la raison : « De quelle liberté parle-t-on ? Celle des iguanes est ici bien plus protégée que celle des humains ! Si vous écrasez accidentellement un iguane sur la base, vous êtes condamné à payer une amende de 10 000 dollars, alors que, si vous tabassez un prisonnier, votre geste sera qualifié de « contact bénin non préjudiciable » et n'aura aucune conséquence. »(2)

Cette réalité tragi-anecdotique n'est pas malheureusement un phénomène limité à la baie dite de non-droit de Guantanamo. Ce serait plutôt la règle au delà. Pour prouver cela, il suffit simplement d'adopter le critère de détermination du seuil de pauvreté utilisé par divers organismes américains ou certaines institutions des Nations-Unies à savoir : un Dollar par personne et par jour, soyons large en remplaçant le Dollar par l'Euro dont le cours est actuellement plus élevé. Il en résulte que la majorité des six milliards d'êtres humains vit en dessous de ce seuil. Mais aussi en dessous du niveau de vie du chien ou du chat domestique des pays dits riches ou dits développés pour lequel est dépensé plus d'un Euro par jour à titre d'alimentation, d'entretien ou de soins vétérinaires. De ce point de vue, aligner les droits de ces métèques de l'humanité sur ceux des chiens et de ces chats constituerait un progrès !

Ces deux exemples montrent la rhétorique des « droits de l'homme » pour ce qu'elle est : une farce, un rideau de fumée pour cacher le caractère abominable des canailles bourgeoises de la planète et les classes moyennes à leur service qui sucent le sang et la sueur des milliards de coolies de la planète par le pillage, l'échange inégal, le fardeau de la « dette » et l'exploitation de plus en plus brutale dans les pays dits riches ou dits développés.

Sympathisant VP

(1) Guantanamo, est-il besoin de le rappeler aux héros du monde « libre et démocratique », est une partie du territoire cubain illégalement occupée depuis des décennies par les États-Unis.

(2) Article paru dans *Le Monde*, le 15 Novembre 2006 par Annick Cojean ou www.lemonde.fr/iceberg/article/0,1-0@2-3230,36-834304,0.html



7 MILLIONS DE TRAVAILLEURS PAUVRES LA FACE CACHÉE DES TEMPS MODERNES

Jacques Cotta
Éditions Fayard, septembre 2006 - 500 pages - 19 euros

« Plus de 7 millions de salariés perçoivent un salaire inférieur à 722 euros par mois et se trouvent dans l'incapacité de se nourrir, de se loger ou de s'habiller décentement, de même que leur famille. Plus de 12 millions ont moins de 83 euros de revenu mensuel. Plus de 3 sans domicile fixe sur 10 ont un boulot à temps complet, partiel ou précaire, gagnent souvent entre 900 et 1300 euros, et cherchent pourtant soir après soir où dormir... »

APPEL AUX LECTEURS

DIFFUSEZ PARTISAN AUTOUR DE VOUS !

- Faites connaître le journal (envoi sur demande et gratuitement d'anciens numéros)
- Exigez qu'il soit placé de façon visible chez les marchands de journaux, et faites-le commander à partir du code barre (PARTISAN M2346) ;
- Faites-en la publicité dans vos quartiers, sur vos lieux de travail : demandez nos autocollants et nos affiches, disponibles gratuitement.

**ABONNEZ-VOUS !
ABONNEZ AUTOUR DE VOUS !**

- Construisez ensemble une presse ouvrière, populaire et révolutionnaire ;
- Écrivez vos points de vue, critiquez ceux du journal... et ne vous impatientez pas pour la publication ;
- Envoyez-nous des projets, des idées d'articles, des coupures de presse, des photos, des dessins (avant la fin de chaque mois)



ATTENTION, VOS MEL SONT LUS !

Un vieil Arabe vit depuis plus de 40 ans à Chicago. Il aimerait bien planter des pommes de terre dans son jardin mais il est tout seul, vieux et trop faible. Il envoie alors un e-mail à son fils qui étudie à Paris pour lui faire part de son problème.

– *« Cher Ahmed, je suis très triste car je ne peux pas planter des pommes de terre dans mon jardin. Je suis sûr que si tu étais ici avec moi tu aurais pu m'aider à retourner la terre. Je t'aime, ton Père. »*

Le lendemain, le vieil homme reçoit un e-mail :

– *« Cher Père, s'il te plaît, ne touche surtout pas au jardin ! J'y ai caché la "chose". Moi aussi je t'aime. Ahmed. »*

A 4 heures du matin arrivent chez le vieillard l'US Army, les Marines, le FBI, la CIA et même une unité d'élite des Rangers. Ils fouillent tout le jardin, millimètre par millimètre et repartent déçus car ils n'ont rien trouvé. Le lendemain, le vieil homme reçoit un nouvel e-mail de la part de son fils :

– *« Cher Père, je suis certain que la terre de tout le jardin est désormais retournée et que tu peux planter tes pommes de terre. Je ne pouvais pas faire mieux. Je t'aime, Ahmed. »*

Interview de Roberto Chavez dirigeant des mineurs



AJOURD'HUI, QUELLE EST LA SITUATION POLITIQUE, EN BOLIVIE ? La droite cherche à déstabiliser le gouvernement - en vain jusqu' alors. Bien qu'Evo Morales ait gagné les élections, la droite a une certaine force au Sénat. Elle utilise cette position pour saboter les sessions et la législation.

Ils ont manœuvré contre la nouvelle loi agraire. Mais nos camarades paysans ont organisé une marche dans tout le pays. Les grands propriétaires terriens traitent les paysans comme des esclaves. La droite cherche à miner la réforme agraire, mais en même temps, il lui manque une base sociale à mobiliser (...) La droite - c'est-à-dire l'oligarchie de Santa Cruz - a dépensé des millions de dollars pour essayer de mobiliser, sans résultat réel. Le peuple y a vu une menace. Les gens ont compris que derrière tout le baratin sur la « défense de la démocratie », il y a la défense des intérêts de l'oligarchie.

ET QUELLE EST LA SITUATION DU GOUVERNEMENT MORALES ? Evo décrit son gouvernement comme un « gouvernement du peuple », mais nous n'avons pas un véritable gouvernement des travailleurs. Il y a de sérieuses contradictions dans sa politique, comme au sein du gouvernement lui-même. Evo a clairement commis une erreur en formant une alliance avec des gens liés, par le passé, à l'oligarchie. Je pense notamment à ces petits hommes d'affaire qui appellent leur business une « coopérative ».

Prenez le Vice Président, Alvaro Garcia Linera, par exemple. C'est un ancien guerrillero, mais aujourd'hui c'est un social-démocrate. Il est aux côtés d'Evo, mais il reste en contact avec la droite. C'est un homme intelligent et cultivé, mais il n'est pas sur les mêmes positions qu'Evo sur des questions comme le gaz et le pétrole. Et dans les faits, il travaille contre Evo.

Morales a le soutien des paysans et des indigènes (...) Les mineurs restent l'avant-garde de la classe ouvrière, et nous sommes plus que jamais déterminés à défendre les intérêts du peuple. Ce que la masse attend, c'est ce pourquoi elle a voté en octobre 2005 : un gouvernement ouvrier.

Ceci-dit, nous devons tenir compte la masse des paysans pauvres et d'autres cou-

Roberto Chavez, secrétaire général de la FSTBM (le Syndicat des mineurs boliviens), répond aux questions d'Alan Woods de la revue Riposte. Ses propos montrent l'état d'esprit des mineurs boliviens, et leur désir d'un changement radical dans le pays.

ches de la population, qui étaient complètement négligés par l'oligarchie.

QUELS SONT LES RAPPORTS ENTRE LE SYNDICAT DES MINEURS (FSTMB) ET LE GOUVERNEMENT ? Comme vous le savez, la FSTMB est pour une politique de classe, comme le montrent les documents de notre dernier congrès. Nous ne pouvons entrer en coalition avec des partis qui n'acceptent pas ces positions. Lorsque Morales a constitué son gouvernement, nous lui avons demandé de mettre en œuvre le programme de 2005. Nous voulons du changement et nous nous sommes battus pour. Mais comme le demandait notre propre base militante, nous ne sommes pas entrés dans le gouvernement. Morales nous a demandé d'y entrer, et nous a même offert le ministère des mines. Nous avons dit : « Non, mais nous sommes prêts à discuter de mesures concrètes pour l'industrie minière. » Evo Morales est venu nous voir. Il a dit : « J'ai beaucoup de respect pour la FSTBM. Les mineurs sont l'avant-garde de la classe ouvrière. » Nous lui avons dit : « Si vous voulez notre soutien, appliquez le programme de 2005. Vous devez nationaliser les richesses du pays. C'est la seule politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière et des classes moyennes. Si vous engagez cette politique, nous participerons au processus. »

QUE PENSEZ-VOUS DE LA LOI SUR LE GAZ ET LE PÉTROLE ? Ce n'est pas exactement ce que nous demandons. Evo dit : « Peu à peu, nous mettrons en œuvre de véritables nationalisations. » Mais la politique du gouvernement n'est pas claire. Nous avons des mines d'Etat, mais aussi des « coopératives ». Morales avait donné le ministère des mines à un représentant des coopératives - Walter Villarreal. C'était un développement négatif. Nous lui avons dit : « Tu aurais dû choisir quelqu'un qui connaît vraiment l'industrie minière, pas un technocrate. » (...)

IL Y A EU DES AFFRONTEMENTS VIOLENTS ENTRE MINEURS, À HUANUNI, EN OCTOBRE DERNIER. COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS CES AFFRONTEMENTS, ET QU'Y A-T-IL DERRIÈRE ? La cause fondamentale de ce conflit, c'est le fait qu'Evo a donné le ministère des mines à un



Carnaval des mineurs de Potosí.

représentant des coopératives, Walter Villarreal. Ce dernier, appuyé par les dirigeants des coopératives à l'échelle nationale, est le véritable responsable des événements de Huanuni. Huanuni est une région minière importante. Dans les années 80, ils ont mené une politique de privatisation. Mines privées et coopératives se sont multipliées. C'était un développement négatif.

La condition des mineurs est dure, en général, mais au moins, dans les mines d'Etat, il y a une législation du travail. A l'inverse, les travailleurs des coopératives sont théoriquement « indépendants » (sans autre employeur qu'eux-mêmes). Il n'y a aucune espèce de contrôle ou de régulation. On dit aux mineurs : « Descendez là-dedans et remontez-en ce que vous pouvez. » Il n'y a pas de règles sanitaires ou de sécurité. Enfin, dans les mines d'Etat, les salaires sont beaucoup plus élevés que dans les coopératives, où il n'y a d'ailleurs pas de retraites.

Les propriétaires des mines privées veulent prendre le contrôle des mines d'Etat par la force. Ils ont organisé un violent assaut sur les mines d'Etat. C'était une attaque sérieuse, avec de la dynamite et d'autres armes. L'affrontement fut sanglant. Les travailleurs des mines d'Etat se sont défendus, et il y a eu de nombreux morts et blessés. Mais nous

avons eu le dessus. Après la bataille, les blessés ont été pris en charge, et aujourd'hui, la plupart sont retournés au travail. Nous avons soutenu les familles endeuillées. Tout cela en valait-il la peine ? La mort de camarades est une tragédie. Mais il fallait faire ce sacrifice pour défendre les intérêts des mineurs et les nationalisations. Par ailleurs, nous avons réussi à gagner la plupart des mineurs qui travaillaient précédemment dans les coopératives. Nous leur avons proposé de les intégrer dans les mines d'Etat, avec de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

QUEL EST LE BILAN DE LA BATAILLE DE HUANUNI ? Evo Morales nous a dit : « C'est une tragédie. » Nous lui avons répondu : « Oui, et tu en es partiellement responsable. » Nous avons proposé au gouvernement une solution politique au problème de Huanuni : toutes les concessions minières à venir devraient être données aux compagnies d'Etat. Cela a été finalement accepté, et la plupart des camarades, désormais, travaillent dans les mines nationalisées.

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES POUR LA BOLIVIE ? Les élections n'ont pas résolu grand chose. Evo Morales n'a pas de majorité au Congrès, et les choses sont pires au Sénat. L'oligarchie et la droite vont se battre pour défendre leurs intérêts. Nous devons les combattre. Les masses vont jouer un rôle décisif dans ce processus. Nous lutterons contre la droite, tout en faisant pression sur le congrès pour pousser à des changements structurels.

Il faut un changement radical. Il n'y a aucune raison pour qu'un pays aussi riche en ressources soit si pauvre, et à l'avenir, la Bolivie ne sera plus un pays pauvre. Mais pour atteindre nos objectifs, nous devons nous battre, et la lutte n'est pas terminée. Camarades ! La lutte doit continuer ! Avec le soutien de nos camarades des autres pays, je suis sûr que nous vaincrons !

Vous pouvez retrouver la version complète de cette interview sur notre site : <http://vp-partisan.org>

★ AGENDA

ACTIONS ET GRÈVES

Le 8 février, les confédération syndicales CGT - FO - FSU - Unsa et Solidaires de la fonction publique appellent à l'action et à la grève, «pour les salaires et l'emploi public et la défense des missions».

CONSEIL INTERNATIONAL DES OUVRIERS DE L'AUTOMOBILE

Ce 5^e Conseil se tiendra à Stuttgart en Allemagne du 17 au 20 mai 2007. Pour y participer adressez-vous à notre boîte postale.

SITUATION EN PALESTINE ET PERSPECTIVES

Le 11 février, rencontre avec Adel Samara, militant marxiste palestinien de Ramallah, sur «La situation actuelle en Palestine et les perspectives». A partir de 15 heures à la Bourse du travail de Saint Denis (93).

PALESTINE, LE NETTOYAGE ETHNIQUE CONTINUE

Lundi 12: rencontre avec Adel Samara, militant marxiste palestinien de Ramallah. A partir de 19 heures à la librairie Résistances, 4 villa Compain, Paris. Métro Guy-Moquef.

EXPO : LES BIDONVILLES EN SEINE-ST-DENIS

Du 1er au 18 février 2007. Les bidonvilles en Seine-Saint-Denis (1954 - 1974). Expo photos et extraits de films au EMGP Bâtiment 210, 50 avenue du président Wilson à Saint-Denis (93).

RÉSEAU EDUCATION SANS FRONTIÈRES

Du 3 au 11 février, le Réseau Education Sans Frontières organise des actions de soutien et de protestation partout en France, pour affirmer que familles, comités de soutien, parrains, sont toujours là, et pour longtemps !

COMPAGNIE JOLIE MÔME

— 11 février, toute la journée : débats, projection et à 19h spectacle «Elf la Pompe Afrique» pour l'ouverture du contre-sommet Franco-Africain. Réservations au 01 49 98 29 68
— à partir du 8 mars, reprise du spectacle «La crosse en l'air» de Jacques Prévert. Réservations au 01 49 98 29 68
Théâtre La Belle Etoile, 14 rue Saint-Just, La Plaine saint Denis (93) Metro Porte de la Chapelle

PARTISAN SUR LE NET →

<http://vp-partisan.org>

PARTISAN CONTACT →

vp.partisan@carmail.com | contact@vp-partisan.org
Voie Prolétarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

Sommaire 210

ÉDITO : LA SOLIDARITÉ SE CONSTRUIT CONTRE L'IMPÉRIALISME	2
COLLECTIF ANTI-LIBÉRAL OU ANTI-CAPITALISTE ?	3
DÉGÈS : 2007 SANS GÉRARD	4
CRÉATION DES JEUNESSES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINSITES	5
CAPITALISME = INSÉCURITÉ PERMANENTE	6-7
TUNISIE : CONGRÈS UGTT	8
QUESTIONS SUR L'IMMIGRATION	9
NÉPAL: LES FEMMES DANS LA RÉVOLUTION (2)	10
COLONIALISME : SCHËLCHER LE RÉFORMISTE	11

PARUTION DU NUMÉRO 211 VERS LE 26 FÉVRIER. DATE LIMITE POUR ENVOYER VOS ARTICLES : 8 MARS